Vol. 6, No. 19 • Du 21 au 27 Novembre 2012

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com





Voir page 3

Martelly a même profité pour se payer le luxe de participer au match de football opposant le Real Madrid et l'Athlétique Bilbao au stade Santiago Bernabeu

CLIFFORD BRANDT + OLIVIER MARTELLY



KIDNAPPEURS





Voir page 4



Ensekirite: Asasina yon etidyan ak yon Agwonòm

Page 6



La détresse d'Haïti et Sandy

Page 8

Pourquoi une nouvelle guerre contre Gaza ?

Page 10



Des manifestations de masse en Espagne, au Portugal, en Italie pour protester contre l'austérité et le chômage !

Page 17

Martelly est-il vraiment invincible?

Par Berthony Dupont

Haiti est l'un des pays les plus appauvris du monde. Ses 9 millions d'habitants disposent statistiquement d'un revenu aux limites du minimum pensable, tandis que le taux de mortalité infantile est catastrophique: 52.44 pour 1.000 naissances vivantes (21.3 pour nos voisins dominicains, 4.83 pour Cuba).

Bon nombre d'observateurs intéressés, angoissés par le sujet, demandent comment font les masses populaires pour tirer leurs marrons du feu : ceux, celles qui n'ont aucun salaire, aucune famille à l'étranger pour subvenir à leurs besoins vitaux, face à la misère sans fond qui sévit dans les quartiers défavorisés et également dans la paysannerie.

Cette situation à elle seule devrait, bien évidemment, amplement suffire pour susciter un profond et général mécontentement populaire capable de rassembler les forces vives des masses pour une action d'éclat susceptible de déboucher sur une bataille décisive pour la libération nationale et sociale du pays. Une dynamique que les masses populaires ont ouvertement et puissamment exprimée au cours des toutes dernières protestations. C'est une lueur d'espoir qui fait penser sans nul doute à des solutions positives et qui non seulement mèneraient le pays vers l'avant mais l'impulseraient vers ce changement total capital auquel nous aspirons. Mais la position des partis politiques qui font profession de se taire représente le principal obstacle à ce rêve salvateur ; et c'est à partir de cette faiblesse de leadership que Martelly trouve sa force pensant qu'il lui sera donné ainsi tout le loisir de continuer à nous humilier davantage.

Cette position obstinée et ambiguë de maints partis politiques lui sert de tremplin pour se lancer à l'assaut de la démocratie et du respect de la loi avec autant d'aisance, ce qui ne cesse de faire planer une immense inquiétude dans les milieux progressistes quant à l'avenir des luttes du peuple qui s'accélèrent à grands pas depuis ces derniers temps.

Les partis politiques quels qu'ils soient n'ont pas répondu aux cris désespérés des masses pour un avenir meilleur. Cela s'explique du fait qu'ils ne sentent pas la douleur qui les étreint, et cela simplement parce qu'ils ne vivent pas dans les mêmes conditions qu'elles. Voilà pourquoi, ils restent insensibles à toutes leurs récentes calamités et appels désespérés pour le départ de Martelly. Mais, malheureusement pour eux, cette attitude nous donne à comprendre que leurs boites politiques n'ont qu'une seule raison d'être : participer aux traditionnelles élections bidon afin de continuer la politique du « ôte toi que je m'y mette » pour servir leur patron étranger.

Quand on parle de partis, on ne parle pas seulement des partis réactionnaires, mais également de ceux qui se déclarent être dans la mouvance populaire. Le gouvernement kaletèt arrête, assassine des étudiants, quand pas même une note de protestation n'est envoyée à la presse ; c'est la sourde oreille totale. Non, cela ne peut pas continuer ainsi. Si vous êtes venus pour danser, dansez ; autrement mettez vous à côté.

Le malheur né de ce comportement a en quelque sorte facilité certains opportunistes à sortir de leur trou. Ainsi Paul Denis, drôle d'ironie, le voici en train de faire de tonitruantes déclarations, opinant à longueur de journée lors des manifs des masses populaires. De même que Evans Paul qui se faufile pour se racheter en venant participer à la lutte des masses contre le gouvernement rose corrompu de Martelly; alors que si nous sommes là en ce moment, à piétiner dans cette impasse, c'est justement à cause du caméléonisme de ces éléments réactionnaires toujours prêts à trahir les masses populaires. Précisément, quand Martelly parle de l'opposition qui est découragée, c'est justement à eux qu'il fait référence.

Si c'est sur ces fanfreluches que nous devons miser pour continuer la lutte, c'est peine perdue. C'est une lutte à l'envers pour laquelle Martelly se sent dans son assiette, intouchable malgré tout, à l'aise comme Blaise. C'est également pour faire tout ce que bon lui semble, satisfaire ses intérêts de classe et ceux de ses patrons de l'Occident qu'il s'en est allé vénérer en Europe. N'est il pas navrant que cette classe au pouvoir trouve normal de quémander de l'aide à son ancien colonisateur, exploiteur qui dans le passé a humilié et bafoué notre dignité en tant que peuple ? Alors que pourtant, à notre avis le sang de nos martyrs n'est pas encore séché.

Sans notre indépendance politique, c'est-à-dire sans prendre nos distances avec la droite, le mouvement populaire ne pourra guère accomplir sa tâche, remplir son rôle et sa mission dans un pays qui a tant besoin d'être rétabli dans sa souveraineté. Alors, dans ce cas précis, le mouvement populaire est sans aucun doute la seule force qui reste pour ramener Haiti à son glorieux passé tout en lui assurant des lendemains meilleurs.

Le mouvement populaire est une lueur d'espoir qui s'est mise à briller à travers les rues. Il a grandement besoin d'huile dans ses lampes pour qu'il ne s'éteigne. C'est une étape décisive, et il nous faut nous organiser et nous orienter vers une vision d'avenir. C'est une question de vigilance et de détermination. Nos ancêtres nous ont tracé l'exemple, par leur capacité d'organisation et de résistance en triomphant des envahisseurs.

En définitive quelles que soient les circonstances, il est de notre devoir de combattre cette occupation qui fait que Martelly pense qu'il est invincible ! Non, il ne l'est pas.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Violence et pillage dans le Nord, 2 morts

Par Jackson Rateau

Le samedi 17 Novembre dernier, dans la commune de Quartier Morin, proche de la ville du Cap, un container qui transportait des produits de première nécessité pour les victimes de l'ouragan Sandy, a été violemment attaqué par des bandits armés. Il s'agissait, en effet, d'une initiative du Collectif pour Sauver Haïti qui collectait des produits, tels que médicaments, nourritures et vêtements dont l'objectif était d'assister cette localité dans le Nord qui a été l'une des plus touchées par l'intempérie.

Des informations venant de plusieurs sources ont fait savoir que depuis la ville du Cap-Haïtien, des gens mal intentionnés et armés, issus de la localité de Shada, avaient poursuivi l'engin jusque devant le commissariat de Quartier Morin où ils l'ont pillé. Deux personnes dont une femme et un jeune homme de 29 ans ont été tués lors de cette attaque.

Selon un des membres responsables du Collectif, Evans Paul, les autorités locales, par leur indifférence n'avaient rien fait pour éviter cette situation. « …Deux citoyens, deux malheureux ont été mortellement victimes, c'est regrettable, parce que le container a été abandonné par la police devant le commissariat de Quartier Morin, en dépit du fait que le convoi était poursuivi par une foule depuis la ville du Cap. Les policiers du commissariat, non équipés et peu nombreux, sont exempts de toutes responsabilités dans cet acte… » Mais, on se demande pourquoi la barrière du local de La Croix Rouge à Quartier Morin n'était pas ouverte pour recevoir le container. Pourquoi a-t-il été abandonné, justement devant le commissariat par l'unité de la PNH spécialisée dans la gestion des foules ? Comment des gens de la foule peuvent être en possession d'armes à feu aussi dangereuses ? Ils ont tiré sur le commissariat et sur le convoi, causant la mort de 2 personnes, alors qu'ils sont des gens défavorisés, dit-on ? Malgré les deux cas de mortalité, le container a été quand même pillé, c'est alors que l'unité spécialisée de la PNH est arrivée sur les lieux…», s'est ainsi interrogé le responsable.

Jacmel : théâtre de terribles violences, 1 mort, 3 blessés et un kidnapping

Dans la nuit du samedi 17 à dimanche 18 Novembre dernier, dans la localité de Demontreuil, première section communale du bas Cap Rouge, Jacmel, des bandits lourdement armés ont fait irruption dans une résidence privée et ont terriblement terrorisé les membres de cette famille dont la propriétaire de la maison, madame Barbara Etienne, qui fut gravement molestée et blessée. Les ravisseurs ont enlevé Johnny Maxi Etienne, un garçonnet de 3 ans, fils de madame Etienne. Un autre membre de cette famille, Jean Mary Patrice Etienne (alias Papouche), 32 ans, ingénieur agronome, a été abattu de 3 balles à l'abdomen, alors qu'il tentait de sauver le garçonnet, évidemment son neveu. Ils ont aussi emporté des matériels domestiques et une somme d'argent de valeur importante.

Cet acte a provoqué la colère des milliers de résidents de la ville qui, dans le cadre d'une grande manifestation, ont gagné les rues de la ville de Jacmel à grand renfort de barricades enflammées, de tirs de pierres et de tessons de bouteilles.

Le lundi 19 novembre, les manifestations ont pris une autre dimension. Au cri de « ABA le kidnapping, ABA le gouvernement de bandits et de Kidnappeurs, ils ont dénoncé les autorités locales et la police qui n'ont rien fait pour arrêter cette orgie d'insécurité qui déstabilise le Sud-Est. Ils ont scandé des propos hostiles à l'endroit de l'Electricité d'Etat d'Haïti (EDH), pour sa formule de Black-out, qui génère la violence dans tous les quartiers du département. Se rendant dans la localité de Meyer, les manifestants ont lapidé les locaux de la délégation du Sud-est et ceux du commissariat de la PNH. Les activités régulières de la ville telles les administrations publiques, l'école, les marchés publics, étaient toutes paralysées.

D'autre part, à Carrefour Raymond, un quartier de la section communale de Normand dans la commune de Cayes-Jacmel, des bandits non identifiés ont violé l'espace d'une boulangerie, fusillant deux personnes dont Joane et Franso Emmanuel, chacun ayant reçu deux projectiles. Les victimes ont été transportées d'urgence à l'Hôpital Saint Michel de Jacmel où elles reçoivent des soins.

18 Novembre 2012: Martelly en Europe, le peuple dans les rues !

Par Thomas Péralte

Le 18 Novembre 2012 ramène la Commémoration du 209ème anniversaire de la bataille de Vertières qui conduisit Haïti à l'Indépendance, la première république noire du monde, le premier janvier 1804. Dans les 46 jours qui suivirent la bataille de Vertières, l'armée Indigène mit en déroute la puissante armée Napoléonienne et proclama l'Indépendance du pays. Depuis, le 18 novembre reste et demeure une date mémorable dans l'histoire, la culture et la tradition du peuple haïtien.

Après l'arrivée du régime néo-duvaliériste au pouvoir avec la bénédiction de la Communauté Internationale, le président Martelly en dépit des doutes sur sa vraie nationalité trouve encore moyen de compter sur les forces étrangères présentes dans le pays depuis plus de 8 ans pour se maintenir au timon des affaires. L'équipe au pouvoir a manifesté une certaine propension à banaliser la portée de l'histoire pour profaner les monuments et les lieux historiques.

Cette année, en ce 209ème anniversaire de l'épopée de Vertières, le président Martelly et son Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe ont délibérément choisi d'être absents dans le pays, alors que le peuple était dans les rues à Port-au-Prince pour commémorer ce symbolisme de Vertières et exiger le départ

Suite à la page (19)

Affaire Brandt: Quel degré d'implication du palais national?

Par Isabelle L. Papillon

Le Coup d'Etat kidnapping du 29 février 2004 contre un président démocratiquement élu a laissé comme héritage un ensemble de fardeaux sur le dos du peuple haïtien et pas des moindres : Occupation, kidnapping, Choléra et l'appauvrissement des masses populaires. En 2005, sous l'administration Boniface/Latortue, un riche homme d'affaire, Stanley Handal et quatre (4) autres policiers de la PNH qui sont à la solde de celui-ci ont été impliqués dans un acte de kidnapping qui a débouché sur la disparition d'un employé de la Unibank, Nathanaël Génélus.

Sous l'administration de René Préval, Amaral Duclona a été arrêté et expédié en France sous le chef d'accusation de kidnapping. Le palais national a été cité comme étant celui qui aurait facilité la déportation d'Amaral en France. Celui-ci aurait participé à un kidnapping d'un consul honoraire de la France.

Aujourd'hui, sous l'administration Martelly/Lamothe, les plus hautes instances de l'Etat, la présidence, la Police Nationale d'Haïti, la famille présidentielle seraient impliquées jusqu'au cou dans des actes de kidnapping dont le chef de ce gang est un descendant de la bourgeoisie haïtienne, Clifford Brandt. Selon le rapport d'une Organisation de la défense des Droits Humains, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), (Voir page 7) titré « Affaire Brandt : Le RNDDH exige l'aboutissement de l'enquête ouverte et le jugement de tous les membres du gang. » Clifford Brandt est à la tête d'un gang considéré comme l'une des plus grandes associations de malfaiteurs que le pays ait connue et qui a même des ramifications à l'étranger dans le trafic d'armes illégales. Il fait partie du réseau des bandits légaux. Les bandits légaux qui ont enlevé le 16 Octobre 2012, aux environs de 8 heures du soir, les 2 fils des Moscoso, Coralie et Nicolas âgés respectivement de vingt-deux (22) et de vingt-trois (23) ans, étaient vêtus d'uniformes de la Police Nationale d'Haïti (PNH) et ils étaient à bord d'un véhicule de marque Toyota Land Cruiser aux vitres teintées, immatriculé « Service de l'Etat».



Le kidnappeur Marc-Arthur PHEBE est il un partenaire de Laurent Lamothe le propriétaire de la compagnie Nopin ?

Les autorités les plus hauts placées du pays ont été informées non seulement de ce cas de kidnapping 3 jours après, mais également de l'existence de ce gang dirigé par des éléments de la bourgeoisie, ce bien avant. On leur a fourni toutes les informations sur le réseau de ces malfaiteurs lourdement armés, leur base et tous ceux qui en font partie, elles n'ont rien fait pour arriver à démanteler ce gang. « Trois (3) jours après cet enlèvement, l'Inspection Générale de la PNH, le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique ainsi que le Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique détenaient des informations relatives au cas d'enlèvement et savaient qu'il s'agissait d'une opération menée par le puissant gang dirigé par Clifford H. BRANDT. Cependant, ils choisirent de ne pas intervenir pour des raisons non élucidées. », indique le rapport.

Le rapport du RNDDH fait savoir que les autorités sont finalement intervenues et ont fait procéder à l'arrestation du chef de gang, Clifford Brandt le lundi 22 Octobre 2012, suite aux démarches du père des victimes auprès de l'ancien président des Etats-Unis, Bill Clinton. Celui-ci aurait informé sa femme l'actuelle Secrétaire d'Etat qui serait intervenue auprès du chef de la Primature. C'était à ce moment seulement que les ordres ont été passés pour procéder définitivement à l'arrestation de Clifford Brandt ; arrestation qui eut lieu dans son entreprise sise à Delmas 2, à la Compagnie Haïtienne de Moteurs, où l'on vend des véhicules de marque MAZDA. « Face à ce laxisme, une haute Responsable de l'Administration Américaine, sollicitée par la famille des victimes, contacte les autorités haïtiennes et exige que le gouvernement haïtien apporte secours aux victimes. Ce n'est que suite à cette injonction que le Conseil Supérieur de la Police Nationale (CSPN) fournit les informations relatives au dossier à la DCPJ et ordonne que suites nécessaires y soient données », précise le Rapport.



Laurent Lamothe est le prototype de l'escroc parfait, spécialisé dans la corruption de dirigeants de républiques bananières pour piller leurs maigres ressources

Dans les dossiers saisis chez Clifford Brandt, une (1) carte d'identification du palais national, dont la date d'expiration est le 21 avril 2012, avec mention conseiller du président (Joseph Michel Martelly). Le porte-parole de la présidence, Lucien Jura a fait savoir après la présentation de cette carte à la presse par le sénateur Moïse Jean Charles, que cette carte dont on parle est fausse. Mais nul n'en doute, le responsable de l'unité spécialisée de la Police Nationale est chargé d'assurer la sécurité du chef de gang, Clifford Brandt et sa famille. A ce titre, il a reçu un salaire supérieur aux appointements d'un ministre. « Marc-Arthur PHEBE, policier, responsable de CAT Team au Palais National, est aussi responsable de la sécurité de la famille BRANDT ainsi que des usines. Il a sous ses ordres environ quatre-vingt-dix (90) employés parmi eux, quatre (4) policiers. Il reçoit un revenu mensuel de deux cent vingt mille (220.000) gourdes, soit un salaire supérieur à celui d'un ministre, pour un travail partiel.

Le responsable du RNDDH, Pierre Espérance certifie que tout ce qui est dit dans le rapport est vrai. Et, si les autorités osent apporter d'autres versions erronées, le RNDDH dira toute la vérité sur cette affaire.

Pour Pierre Espérance les informations indiquées dans le rapport représentent ¼ de celles qu'on devrait donner sur le dossier. « Nous nous sommes gardés de révéler en attendant toute la vérité, moyennant la vérification des sources. Les informations relevées par le sénateur Moïse Jean Charles feraient l'objet d'un autre rapport du RNDDH. »

La publication du premier rapport du RNDDH bloque ainsi le projet des autorités de libérer tous les policiers faisant partie de ce gang. « Le mercredi 14 novembre dernier, toutes les dispositions ont été prises pour libérer tous les policiers impliqués dans ce dossier de kidnapping, notamment le responsable de CAT Team, Marc-Arthur Phébé, » a déclaré Pierre Espérance sur une station de radio de la capitale. Selon le sénateur Moïse Jean Charles, il existe un lien étroit entre le kidnappeur Brandt, Martelly, Marc-Arthur Phébé et d'autres membres de ce gang. « Il y a belle lurette depuis que je dénonce l'existence d'un groupe de gangsters au palais national », a-t-il rappelé.

En plus de tout cela, le nom d'un des fils du président Martelly, Olivier Martelly a été mentionné dans la liste des membres de ce puissant gang de kidnappeurs. Le chef de gang Clifford Brandt finance des projets bidon pour le profit de Madame Martelly et son fils Olivier Martelly.

S'il faut croire tout cela, il faudrait en déduire que le palais national, de près ou de loin est impliqué dans ce dossier de kidnapping et bien d'autres. Il est clair maintenant que le palais national s'est non seulement transformé en un repaire de corrupteurs, mais également de kidnappeurs et de trafiquants de toutes sortes. Selon les dernières informations qui circulent dans le pays, des parlementaires seraient également impliqués dans ce dossier de kidnapping qui, en dernier ressort, éclabousse tous les pouvoirs publics.

AVIS

Le Tribunal de Première Instance de Saint-Marc, jugeant en audience Civile et publique vendredi vingt-sept Juillet deux mille douze, a admis et prononcé le jugement de divorce dont la teneur suit : PAR CES MOTIFS, le Tribunal après en avoir délibéré et sur les conclusions conformes du Ministère Public, Maintient le défaut octroyé contre la défenderesse ; pour le profit accueille et déclare fondée l'action du demandeur ; Admet en conséquence le divorce de Joachin JACQUES d'avec Marie Dominique JOSEPH, pour injures graves et publiques ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ; Donne délégation au Doyen du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince pour la commise d'un huissier de son Tribunal pour signifier le jugement en question à l'Officier de l'Etat Civil de Pétion Ville désigné à l'effet de transcrire sur les registres à ce affectés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier du siège pour la signification du présent jugement ; Compense les dépens.

Pour Expédition Conforme
Collationnée.
Le Greffier en chef (s) Me. Huguens D'Haïti, avocat
Pour ordre de Publication :
Me. Thévenot BAZELAIS, avocat
Me. Mario Joseph, avocat.

Ala yon 18 novanm ki fè yo mal!

Depi m ti katkat jouk rive nan granmounsite m, m konnen pèp ayisyen, lame peyi a, tous les corps constitués, yo selebre yon gran anivèsè, yon kokennchenn dat nan listwa peyi Ayiti : batay Vètyè kote twoup endijèn yo mete yon bwa dife nan tchou sòlda franse pou fè yo sòti nan karapas awogans kolonyalis yo, menm jan nou fè tèt tòti sòti nan karapas li ak oun tizon dife. Se yon gwo selebrasyon, se yon bèl tradisyon, se yon manman konviksyon, se yon papa obligasyon, se yon dèt rekonesans anvè ewo endepandans yo.

Depi m ti katkat, depi m ti moun nan lakou plètil, depi m te sou ban lekòl m ap aprann *la terre est ronde comme une boule*, depi epòk m ap tranpe bisuit nan kafe lematen anvan m m al lekòl, depi epòk grann mwen te konn mennenn m al wè madigra sou chandmas, depi m konnen m pral fè vakans andeyò nan peyi manman m, depi lò m konnen m ap fè lago kache ak elèv lekòl parèy mwen, depi epòk m vin yon grandèt ti mounn ki konn sa k byen ak sa k mal, y aprann mwen 18 novanm se dat Desalin te fè blan franse pase nan twou je yon zegui ak tout karabin yo nan men yo. Kidonk yon dat pou n venere.

Lò m te vin nan klas katriyèm yo, lò m te kòmanse gen plis lespri, m kòmanse konprann sa 18 novanm lan ye. Paske Papa m ki te yon militè nan lame blan meriken te kite pou veye enterè yo nan peyi a, li te konn abiye ak rad kaki l byen pase, byen eskanpe pou l al fete fèt Lame, pou l al fete 18 novanm. Grann mwen, sou bò papa m se te yon mounn nan Nò, mounn Wanament, mounn epòk kako yo. Li pat save, men li te save dekwa pou l raple nou 18 novanm se dat lame Desalin nan te «choute salopri yo». Menm frè Sen Lwi yo ki pat fè pi fò pase sa pou esplike nou sa istwa Ayiti a ye, yo te konn di nou :« *A Vertières, les esclaves se sont héroïquement battus*». A wi, Desalin fè blan franse desann kanson yo anlè tèt bit Charye a.

Yo di lafyèv jòn te touye anpil, anpil sòlda franse. Anpil istoryen ban n kozman sa a kenbe. Kòmkwa si fyèv jòn lan pat fin depafini lame Napoleyon an, yo te kab byen bat lame endijèn la. Pawòl sa a toujou kite m ak yon tètfèmal. Poukisa ? Lò w gade byen, ou konnen fyèv jòn lan se yon enfeksyon, se yon viris ki bay li. Viris la limenm se lò yon moustik pike w li ba w maladi a. Sa vle di pandan gè en-



Moniman Vètyè, Kap Ayisyen

dependans lan moustik yo te kab pike tout moun, blan franse tankou endijèn yo. Menm si w ta di te gen esklav ki te fè maladi a deja, ki pa mouri epi ki vin devlope iminite kont viris la, se pa kapab se te tout lame oubyen twaka lame endijèn ki te devlope kalite iminite sa a. Moustik la te pike nèg kou blan. Fòk toude bò yo te gen maladi a. Kifèke, gen yon eklèsisman istorik ak syantifik ki pou fèt sou kesyon an.

M fenk sot kite kantik sa 18 novanm lan reprezante pou Ayisyen pou m vin tonbe nan lapriyè fyèv jòn nan. An nou tounen nan kantik lan. 18 novanm se yon dat ki make Ayisyen menm jan ou tanpe yon bèf. Dat 18 novanm sa a, li se mak fabrik tout bon Ayisyen. Lò yo batize yon ti mounn nan legliz katolik, monpè pase yon ti ponmad sou fwon ti bebe a. Nan kwayans katolik, timounn nan vin kretyen, katolik, apostolik ajamè. Batay Vêtyè a se menm jan an.Viktwa 18 novanm nan se tankou yon ponmad, ponmad laviktwa esklav yo sou sistèm esklavajis la. Desalin te fwote fwon sòlda yo ak ponmad sa a, yon jès senbolik ki transmèt de jenerasyon an jenerasyon. Se sa k fè tout Ayisyen natifnatal reviv viktwa Desalin nan chak 18 novanm.

Gen kèk eritaj ki pa ka efase, ki pap janm efase. Vètyè pap janm efase. Senbòl Vètyè a pap janm ka efase. Fyète Desalin ak bravou Kapwa Lamò ki kanpe ankwa devan bit Charye a k ap chante grenadye alaso sa ki mouri zafè a yo, se souvni ki pap janm efase nan konsyans Ayisyen patriyòt yo, Ayisyen tout bon yo. Imilyasyon Wochanmbo ki fè bèkatè devan lame endijèn lan e ki siyen kapitilasyon li ba jeneral Desalin, pap janm ka efase. San santèn nèg vanipye ki koule nan batay Vètyè a, kadav ki tonbe devan bit Charye a, nan pwen anyen ki kab efase sa nan memwa Ayisyen, Ayisyen ki gen lapatri rekonesans, ki genyen mati yo rekonesans, ki genyen ewo yo rekonesans, ki genyen Kapwa rekonesans, ki genyen Desalin rekonesans.

Men pou souvni sa yo pa efase nan memwa nou, fòk nou sonje rann omaj a zansèt yo chak 18 novanm, fòk nou santi nou se Ayisyen ki vibre ansanm ak mas pèp la, fòk non Desalin, non Kapwa Lamò vle di yon bagay pou nou, fòk nou gen konsyans ke kèlkeswa ran sosyal nou, kèlkeswa ran lajan nou, kèlkeswa ran relyasyon nou ak etranje yo, kèlkeswa gran nèg nou te ka santi n gran nèg, nou gen yon obligasyon moral, sivik, politik, istorik, patriyotik anvè fondatè nasyon an, kidonk anvè 18 novanm 1803.

E se konsyans sa a yon ti sektè nan peyi a pa genyen. Yo la pou banboche, pou peze souse, pou fè lajan menm si pou l sòti nan twou nen yo, pou yo gen bèl chato, gwo bèl otomobil, anpil lajan sere nan bank aletranje. Yo la pou pase sou pi piti, pou kraze pi piti, menm «ti mounn ki nan ze». Tout po djòl yo se manti, nan pwen anyen yo di ki pa blòf, ki pa manti, ki pa pwopagann. Tout mwa se kanaval pou yo, tout mwa se banbòch pou yo, chak detwa mwa se pran avyon ak yon latriye fanmi yo ak tyoul yo pou y al fè blan pase yo nan rizib, pase peyi a nan tenten.

Se konsyans sa a kolonn Mateli yo, klik Mateli a pa genyen. Andedan klas sosyal pa yo a, yo fè pati de yon ti ponyen de sendenden, de sanmanman, de delenkan nasyonal ki pa gen okenn respè patriyotik, oken rapò ak lepase, okenn santiman *d'appartenance* à yon istwa ki rich, ki gen valè, ki make limanite, ki fè nou rantre latèt wòt nan listwa limanite. Yo vag sou tout kesyon nasyonal yo. Se nan fant janm blan sèlman yo santi yo byen. Se sèlman nan pran sant anba zèsèl blan yo santi yo nan plat yo. Se sèlman nan grate fouk blan yo santi se mounn yo ye. Se sèlman nan rete anba bouch blan pou niche nenpòt ti bav lajan je vèt krache nan kwi yo, ke yo konnen yo sanble ak mounn. Yo se yon dezonè pou nasyon an, yon java nan pye nasyon an, e pa gen okenn renmèd pou yo sòf koupe, voye maleng santi a jete.

Prezidan Mateli ak tout parèy li yo pa gen dlo ki pou lave yo pou imilyasyon, souflèt marasa sa a yo bay nasyon an, yo bay zansèt yo. Yo pa rekonèt tèt yo kòm desandan politik esklav ak afranchi ki te goumen pou ba yo tè sa a, nasyon libète sa a, kote jodi a y ap penpennen, y ap byen mennen, y ap meprize istwa peyi a, y ap meprize senbòl endepandans nou an, senbòl libète nou an, senbòl respè ak diyite nou an. Jodi a, Mateli twouve ap fè diskou 18 novanm li nan peyi Espay, nan peyi kolonizatè ki te touye Kawonabo, Anakawona san konte yon dal ak yon pakèt Endyen. Non, mesye sa yo pa fouti gen san Desalin nan venn yo. Se dlo tchòtchò restavèk, tchoul blan k ap koule nan venn yo. Si se pou san Desalin nan, bliye sa.

Mateli te deja fè twòp lò komemorasyon lanmò Desalin nan. Se te twòkèt la, chay la te dèyè. Mateli lage l nan kòsay nou pou 18 novanm nan. Se yon chay mepri zansèt yo, chay mepri 18 novanm nan, chay mepri esklav yo ki bay san yo ak vi yo, chay mepri yon istwa ki si chaje ak laglwa, chay mepri pou mas nèg andeyò yo, pou memwa Batravil, pou mewa Peralt, pou memwa travayè peyizan Machatè yo nan plenn Okay, pou memwa tout lit jenès peyi a mennen, pou memwa grèv etidyan ak entelektyèl nasyonalis ki fini pa dechouke okipasyon 1915 lan, pou memwa twa elèv Gonayiv yo ki te bay vi yo pou demokrasi donnen nan peyi a, pou memwa Jak Estefèn Aleksi, Jeral Brison, Yanik Rigo ak anpil lòt ki mouri Fò Dimanch, pou memwa tousa yo ki disparèt san kite tras tankou Lovenski Pyè Antwán, wi chay sa a twò lou.

Fòk Mateli peye sa. Fòk Mateli jije pou krim *de lèse-patrie* sa a, pou rayisman klas sa a. Wi, fòk yo tout jije nan tribinal popilè a. Ala yon 18 novanm ki fè yo mal !

Fanfan la Tulipe



Wa Espay la Juan Carlos ak Mateli tankou yon restavèk dèyè li. Mateli fè diskou 18 novanm li nan peyi Espay, nan peyi kolonizatè ki te touye Kawonabo, Anakawona san konte yon dal ak yon pakèt Endyen. Non, mesye sa yo pa fouti gen san Desalin nan venn yo. Se dlo tchòtchò restavèk, tchoul blan k ap koule nan venn yo

Pozisyon SEK GRAMSCI sou sasinay Damael Dhaiti



Jistis san fòs kote pou dènye jenn etidyan Fakilte dwa, Damael Dhaiti,sanginè Pierre Paul Maceus touye anndan lakou fakilte a jou ki te 10 Novanm 2012 la

Sou zak youn nan sanginè lapolis nasyonal la fè sou etidyan ki te nan 4è ane syans ekonomik, Damael Dhaiti, nan Fakilte Dwa Inivèsite leta ak fakilte agwonomi nan Inivèsite episkopal Ayiti

Lè nou gade lis viktim disèt longè machin represyon leta pèpè, tchoul boujwa kidnapè bò isit kou aletranje yo deja kite dèyè ;

Lè nou konsidere kantite sitwayen kap chèche lavi ak diyite nan tout kalte sektè tankou : pwofesè, jounalis, lòt pwofesyonèl, etidyan, elèv fanm kou gason lapolis nasyonal, minista ak tout lòt bandi kap feraye ak gro zam nan men yo pyès moun pa rive idantifye,deja voye nan peyi san chapo oubyen maspinen anba baton, vyole, kokobe, kidnape, depi plizye lane nan peyi a ;

Lè nou konsidere zanmi, fanmi, kòlèg travay, vwazen fanm kou gason ki pa sispann tounen pwatann nan rete tann bonjan kalte jistis san paspouki pou : Pwofesè nan Inivèsite leta a JN Anil Louis-Juste ki te viktim anba bal asasen 12 janvye 2010 nan Ri Kapwa anvan tranblanntè yo ;

Etidyan sèvis sosyal Fakilte syans zimèm Youkens Leroy ki te viktim anba bal asasen 9 oktob 2011 nan kafou ayopò ;

Etidyan sosyoloji Onal Auguste, ki te disparèt nan operasyon kraze grenn lapolis te mennen nan lannwit 31 oktob pou rive 1 novanm 2011 lan ;

Jenn gason Gerald Jean Gilles, minista te pann nan vil Okap 18 dawou 2009 ;

Travayè nan ansèyman Louis Philibert, lapolis te sasinen 8 oktob 2010 devan ministè edikasyon nasyonal la pandan li tap manifeste pou mande bon kondisyon travay ak ogmantasyon salè ;

Elèv bakaloreya Etnon Dallus lapolis te sasinen nan Kolèj Roussan Camille ;

Pwofesè Fakilte agwonomi Yves Dorvil nèg ak zam te sasinen 29 jen 2011 ;

Jenn gason Woody Jean, Ministah vyole nan koumansman lane 2012 la nan gonayiv ;

Pwofesè Serge Bernard rektè Inivèsite Pòtoprens, asasen touye anba bal 31 dawout nan yon pwen ki toujou chaje ak ajan polis ;

Jenn gason nan Pòsali, Jhonny Jean, ministah te vyole 28 jiyè 2011 ;

Etidyan sikoloj inan Falkite syanzimènWalky Calixte, bandi ak zam te touye nan dat 17 avril 2012 ;

Mèt Briel Lagrandeur, viktim zak sasinay bandi nan zòn jeral batay nan mwa novanm 2012 ;

Lè nou konsidere 7636 moun ki ale nan peyi san chapo nan kolera MINISTA, kote fanmi moun sa yo pa janm jwenn jistis ak reparasyon, malgre gen anpil anket syantifik ki bay prèv se fòs lokipasyon an ki simaye maladi lanmò sa a nan mitan pèp ayisyen an ;

Lè n konsidere masak ak maspinay MINISTA ak lapolis pa janm sispann fè nan katye popilè yo sou pretèks yap mete lapè pandanstan, vòlè, kidnapè, machann dwòg ak zam ap dòmi trankil lakay yo epi mache libelibè tout kote ;

San n pa konte pil ak pakèt lòt moun non yo pa fè bri kap viktim chak jou nan endistri ensekirite ak krim nan k ap vale teren nan prèske tout rakwen nan peyi a sou plizyè fòm, kote katye popilè yo sitou ap tounen chan batay chak jou ;

Lè nou konsidere zak briganday prezidan an nan tèt yon bann rara te fè antre Fakilte etnoloji nan mwa fevriye 2012 la san konte kantite moun kòtèj prezidan an touye oubyen krabinen sou wout li ;

Li difisil anpil, li menm enposib, pou nou menm manm SEK GRAMSCI kap gade ak anpil dezolasyon ajisman kriminèl, estil tonton makout tan pase yo, gouvènman Mateli-Lamòt la ap fè nan peyi a, pou nou ta mande yo jistis san fòs kote pou dènye jenn etidyan Fakilte dwa, Damael Dhaiti,sanginè Pierre Paul Maceus touye anndan lakou fakilte a jou ki te 10 Novanm 2012 la nan fèt entegrasyon etidyan fanm ak gason ki fenk rantre yo ;

Noumenm manm SEK GRAMSCI ki pa manje manjebliye, nou pap fè erè tann bonjan jistis nan men minis jistis la, mouche Jean Renel Sanon ki bliye si pèp ayisyen pa danse kole ak tonton makout ankò depi 1986 ;

Suite à la page (15)

Ensekirite: Asasina yon etidyan ak yon Agwonòm



Asasina Jonas te vin fè etidyan yo plis ankòlè

Asasina etidyan Damaël D'Haïti samdi 10 novanm pase a ak agwonòm Jean-Marie Patrick Etienne nan vil Jakmèl, ki chita nan Sidès peyi a, samdi 17 novanm 2012 la, soulve kòlè etidyan yo ak popilasyon Jakmèl la. Etidyan yo ak popilasyon an lage responsabilite monte ensekirite a sou do gouvènman kale tèt Martelly/Lamothe la, k ap pase lajistis lòd pou libere tout gwo kriminèl ak kidnapè k ap travay pou pouvwa a. Sitiyasyon sa a fè anpil moun nan peyi a vle bay tèt yo jistis. Pwotestatè yo site ka yon konseye politik Martelly, Mercidieu Valentin Calixte, yo di ki te touye jenn komèsan, Octanol Derissaint 18 Avril 2012 la, nan Fon Parizyen, zòn Fwontyè Ayiti ak Dominikani. Yo site tou presyon k ap fèt sou lajistis la pou libere tout polisye non yo ap site nan kidnapin e ki deja anba kod, pami yo responsab CAT Team lan nan Palè nasyonal, Marc-Arthur Phébé, k ap bay prezidan Martelly sekirite, yo di ki nan gang kidnapè Clifford Brandt lan.

Devan yon tèl sitiyasyon, popilasyon an pa fè Lajistis konfyans, k ap pran lòd nan men gwo chabrak pouvwa egzekitif la, pou bay rèy enpinite a jarèt nètalkole nan peyi a, popilasyon an di sètase, yo pap tolere kriminèl yo, kidnapè yo k ap simaye dèy nan peyi a e kontinye ap mache libelibè nan tout koulwa pouvwa a, menmjan ak kriminèl asasen yo ki te touye Jean Dominique, Jean- Marie Vincent, Pè ti Jean Pierre-Louis, Guy Malary, Antoine Isméry, pwofesè Anil Louis-Juste e Lovinsky Pierre Antoine ki disparèt elatriye.

Se sa k fè etidyan yo nan inivèsite Leta a te leve kanpe pandan yon semèn ap manifeste pou mande jistis pou fanmi viktim lan epi pwofite poze pwoblèm inivèsite a ap fè fas chak jou. Sitiyasyon sa a te vin lakòz lanmò yon lòt jenn gason yo di ki rele Jonas nan yon sitiyasyon tètchaje, vandredi 16 novanm 2012, nan ri Oswald Durand. Etidyan yo te fè konnen se sòlda Minustah yo ki touye kòlèg yo, gen lòt ki di se bal ajan PNH yo, Lapolis bò kote pa l fè konnen se bandi legal yo ki touye l. Asasina Jonas te vin fè etidyan yo plis ankòlè. Lapolis fè konnen komkwa Jonas se ta yon vòlè, menmsi se ta vre, sa pa bay Minista dwa pou yo te touye l. Si l se te yon bandi, poukisa se pa arete yo te arete l?

Se konsa tou, nan vil Jakmèl, plizyè santèn moun te pran lari lendi 19 novanm lan pou pwoteste kont sasinay agwonòm Jean Marie Patrick Etienne ak kidnapin yon bebe 3 lane ki rele Borry Maxi nan lannwit samdi 17 novanm lan. Popilasyon an denonse remonte fenomèn ensekirite a k ap vale tèren nan vil Jakmèl la. Sitiyasyon sa a te rive depase lapolis, yo te fè apèl a lòd inite espesyal. Pandan ensekirite a ap lage moun atè san gade dèyè, Kolera Minustah pa janm sispann touye pèp ayisyen an. Aprè pasaj siklòn Sandy nan peyi a pou konnye a genyen plis pase 44 moun ki pèdi lavi yo anba kolera Minista a.

Affaire Brandt : le rapport du RNDDH

Ce n'est pas le fruit du hasard si le journal Haiti Observateur et le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) ont fourni un pan d'éléments essentiels dans ce dossier pour clarifier certains points d'ombre.. Ils sont sans aucun doute, les mieux placés pour défourner certaines informations, vu leur accointance avec cette classe dirigeante. Cependant, à la différence de l'hebdomadaire Haiti Observateur, le rapport ne mentionne pas certains noms impliqués dans ce dossier comme par exemple : Kiko Saint Remy, Stanley Handal, Dimitry Vorbe, Reynold Deeb et le fils du président Olivier Martelly. De toute façon, pour l'édification de nos lecteurs et particulièrement ceux qui n'ont pas les moyens de se connecter sur le net, nous avons choisi de publier in extenso ce rapport. **(BD)**

Affaire Brandt : le gouvernement Martelly-Lamothe savait quel gang avait enlevé les jeunes Moscoso, mais n'en a informé la DCPJ que sur injonction d'une "haute fonctionnaire US", selon le RNDDH

Le chef du «CAT TEAM» basé au Palais national recevait chez Brandt un salaire supérieur à celui d'un ministre, révèle l'organisme de droits humains

Le 22 octobre 2012, le richissime homme d'affaires Clifford H. BRANDT, impliqué dans l'enlèvement suivi de séquestration contre rançon de Nicolas MOSCOSO et de Coralie MOSCOSO, est arrêté par des unités spécialisées de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ), dans l'enceinte même de son entreprise, Compagnie Haïtienne de Moteurs, sise à Delmas 2.

Face à l'ampleur de ce dossier, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) se fait le devoir de partager avec les communautés nationale et internationale, la reconstitution historique des faits, par la publication du présent rapport.

I. Reconstitution des Faits

Le 16 octobre 2012, dans la soirée, Nicolas MOSCOSO et Coralie MOSCOSO âgés respectivement de vingt-deux (22) et de vingt-trois (23) ans, montés à bord de leur véhicule Subaru Impreza, de couleur grise, immatriculée AA-07561, se rendaient chez leur tante lorsqu'ils sont enlevés par des hommes armés, vêtus d'uniformes de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Ils sont sommés de laisser leur véhicule et de monter à bord de celui de leurs ravisseurs, une Toyota Land Cruiser portant l'inscription Service de l'Etat.

Le lendemain, soit le 17 octobre 2012, une plainte est déposée à la DCPJ. Le Parquet près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, informé formellement, ordonne la tenue d'une enquête célère. Le même jour, aux environs de minuit, les kidnappeurs prennent contact avec la famille MOSCOSO et réclament une rançon de deux millions cinq cent mille (2.500.000) dollars américains contre la libération des victimes.

Rapidement, il est établi que l'homme d'affaires Clifford H. BRANDT, membre d'une des plus riches familles du pays est impliqué dans ce cas d'enlèvement suivi de séquestration contre rançon. Il en est même l'instigateur. Il est à la tête d'un gang considéré comme l'une des plus grandes associations de malfaiteurs du pays.

Trois (3) jours après cet enlèvement, l'Inspection Générale de la PNH, le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique ainsi que le Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique détiennent des informations relatives au cas d'enlèvement et savent qu'il s'agit d'une opération menée par le puissant gang dirigé par Clifford H. BRANDT. Cependant, ils choisissent de ne pas intervenir pour des raisons non élucidées.

Face à ce laxisme, une haute Responsable de l'Administration Américaine, sollicitée par la famille des victimes, contacte les autorités haïtiennes et exige que le gouvernement haïtien apporte secours aux victimes. Ce n'est que suite à cette injonction que le Conseil Supérieur de la Police Nationale (CSPN) fournit les informations relatives au dossier à la DCPJ et ordonne que suites nécessaires y soient données.

Il faut souligner que la collaboration des Compagnies de téléphonie, notamment, de la DIGICEL, a permis aux enquêteurs de la DCPJ de remonter à plusieurs personnes dont Cliford H. BRANDT, Edner COME connu aussi sous le nom de Jackson TRAVELINO, respectivement numéros I et II du gang, Ernst PIERRE, Franck SINTERINE, Frediane JEAN, Sawadienne JEAN, Junior CHARLES, Odens MARCEL, Elissoit CHARLES, alias I, Jean Marc MURAT, Jean BERNARD alias JB, etc.

C'est ainsi que, le 22 octobre 2012 des unités de la DCPJ, aidées d'agents de la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et accompagnées du juge de paix de Delmas, Me Samson JEAN, se rendent à la Compagnie Haïtienne de Moteurs et procèdent à l'arrestation de Clifford H. BRANDT.

L'enquête policière révèle aussi l'implication de plusieurs agents de la PNH. Au total, quinze (15) individus sont arrêtés et mis en détention pour enlèvement et séquestration contre rançon, trafic illégal d'armes à feu, faux et usage de faux, usurpation de titre, association de malfaiteurs, détention illégale d'armes de guerre, enrichissement illicite, blanchiment d'argent, menaces de mort. Il s'agit :

• De cinq (5) policiers :
1. Marc-Arthur PHEBE, Responsable de CAT Team au Palais National
2. Jacques Darly MICHELAIS, A4
3. Fritz ARISTIDE, A4
4. Oneste GABELUS, A3
5. Gérald FONTELUS, A1.

• De dix (10) autres individus :
1. Clifford H. BRANDT
2. Ricot PIERRE-VAL, alias Dje, alias AG, connu aussi sous le nom de Edson FORGUE
3. Carlo Bendel SAINT FORT
4. Carline RICHEMA, concubine de Ricot PIERRE-VAL
5. Evince LARRIEUX,
6. Berthony DUMEZIL, ancien policier
7. Sawadienne JEAN
8. Franck SINTERINE
9. Junior CHARLES
10. Ernst PIERRE

Suite à ces arrestations, le Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique, Réginald DELVA dénonce par la voie des ondes, l'existence d'une liste de plus de vingt (20) personnalités dont lui-même, sur lesquelles pèse une menace d'enlèvement aux fins d'exécution.

II. Cas des policiers arrêtés dans le cadre de ce dossier

Voici la fiche signalétique des cinq (5) policiers arrêtés dans le cadre de ce dossier.

• Marc-Arthur PHEBE, policier, responsable de CAT Team au Palais National, est aussi responsable de la sécurité de la famille BRANDT ainsi que des usines. Il a sous ses ordres environ quatre vingt dix (90) employés parmi eux, quatre (4) policiers. Il reçoit un revenu mensuel de deux cent vingt mille (220.000) gourdes, soit un salaire supérieur à celui d'un ministre, pour un travail partiel.

• Jacques Darly MICHELAIS, A4 travaille à temps partiel dans une compagnie de sécurité dénommée Société Générale de Sécurité (SGS). Il assure la sécurité d'un (1) des enfants de BRANDT, Caroline BRANDT. Pour ce travail, il touche sept mille cinq cents (7.500) gourdes chaque quinzaine. Il est introduit dans le secteur par un ami policier du nom de Gamaliel SYLVAIN.

• Fritz ARISTIDE, A4, policier de la 5ème promotion est introduit dans le groupe de sécurité par un ami ancien policier, Berthony DUMEZIL. Il reçoit par mois quinze mille (15.000) gourdes. Il est affecté au Commissariat de Port-au-Prince.

• Oneste GABELUS, A3, policier de la 14ème promotion affecté au Commissariat de Port-au-Prince est intégré dans le secteur par son collègue Fritz ARISTIDE. Il touche sept mille cinq cent (7.500) gourdes chaque quinzaine.

• Gérald FONTELUS, agent de la PNH, 19ème promotion affecté à Brigade d'Intervention Motorisée (BIM), est introduit dans le secteur par Marc Arthur PHEBE. Il assure la sécurité de certains membres de la famille BRANDT.

Par ailleurs, depuis l'arrestation de Clifford H. BRANDT, au moins deux (2) policiers ont perdu la vie le 9 novembre 2012. Il s'agit de Patrick MATHIEU et de Yves Michel BELLEFLEUR. Ce dernier aurait été éliminé pour ne pas avoir l'opportunité de fournir des informations supplémentaires sur le fonctionnement de ce grand réseau de malfaiteurs.

III. Saisies effectuées dans le cadre du dossier

Dans le cadre de ce dossier, plusieurs objets sont saisis par la PNH dont entre autres, des armes de guerre, des armes de poing, des sommes d'argent, des uniformes de la PNH et de la DEA, etc. Ils sont transférés à la Justice pour instruction judiciaire :

• Quatre (4) chargeurs fusil M4 contenant cent dix-huit (118) cartouches de calibre 5.56 mm
• Cinq (5) duplicata de reçus de transfert Money Gram pour un montant total de quinze mille (15.000) dollars américains
• Trois (3) Galil
• Un (1) FAL
• Un (1) M16
• Un (1) Uzi
• Cinq (5) pistolets dont deux (2) Gluck, deux (2) Beretta
• Un (1) revolver
• Un (1) magnum 357
• Trente-huit (38) chargeurs avec munitions
• Une (1) carte d'identification du Palais National, dont la date d'expiration est le 21 avril 2012, émise au nom de Clifford H. BRANDT, Conseiller du Président
• Un (1) véhicule blindé Rexton de couleur noire, immatriculée BB-53142
• Une (1) Toyota Land Cruiser blanche
• Une (1) PickUp Mazda BT 50
• Trois mille huit cent (3.800) dollars en monnaie américaine
• Six (6) pantalons d'uniforme de la PNH, cinq (5) maillots avec inscription DCPJ, dix (10) gants tactiques de couleur noire
• Six (6) jackets de couleur noire en nylon
• Douze (12) genouillères, cinq (5) cagoules noires, six (6) casques balistiques, six (6) paires de bottes noires de combat, cinq (5) ceinturons noirs, un (1) képi Swat Team
• Onze (11) maillots avec inscription Drug Enforcement Administration (DEA)
• Une (1) carte falsifiée DEA
• Quatre (4) maisons sont mises sous scellé
• Treize (13) téléphones.

IV.Informations sur la maison ayant servi à la séquestration des victimes

La maison ayant servi à la séquestration des victimes est située sur l'Habitation Beauduy Pernier. Elle dépend de la section communale de Bellevue Charbonnière, commune de Tabarre.

La maison appartient à la dame Marie Elianne MOUSSIGNAC, identifiée

Suite à la page (14)

Nous accusons !

Par Marie Laurette Numa

Face à la dégénérescence politique à laquelle nous assistons, la mentalité de colonisé que nous avions enterrée à travers l'épopée du 18 Novembre 1803 revient de plus belle. Cette assertion se justifie depuis quelque temps, par la présence d'un soi-disant chef d'état, un sous-homme imposé à la tête du pays, un colonisé qui fait de la honte une vertu pour dire fièrement «j'ai pris mon bâton de pèlerin pour aller chercher des opportunités d'investissement partout » c'est-à-dire pour aller quémander partout.

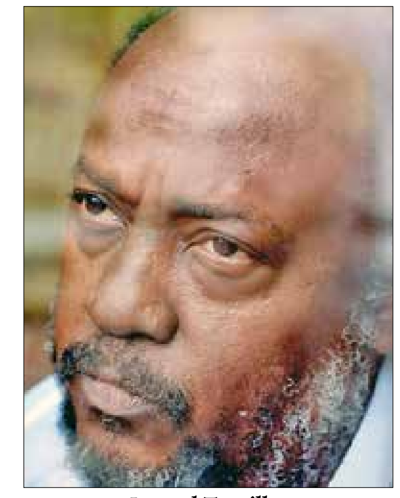
Effectivement à Madrid, Martelly y est allé pour faire l'éloge de l'Occident, afin de promouvoir sa domination sur le pays. Cette initiative de Martelly qui


Magalie Comeau Denis

a suscité de vives réactions n'est que la résultante des efforts constants de la Communauté Internationale et de son bras armé la Minustah, soutenus par ses laquais locaux comme Préval, Baker, Apaid du 184 et les autres, particulièrement ceux du collectif Non.

Si Haiti est arrivée dans cet état déplorable où les dates historiques sont humiliées, méprisées par l'actuel gouvernement, où l'on a vu le comportement renégat de Martelly et Laurent Lamothe, le jour de la commémoration de l'assassinat du Fondateur de la Nation, Jean-Jacques Dessalines, à Marchand Dessalines, nous en rendons responsables les membres du Collectif Non.

La note de la ministre du tourisme Stéphanie Balmir Villedrouin souhaitant aux haïtiens «Joyeux 205 anniversaire» de l'assassinat de l'Empereur est l'aveu combien révélateur de combien cette classe au pouvoir est antinationale. Et le fait par Martelly de laisser le pays, en minimisant l'épopée de Vertières, pour préférer aller sabler le


Lyonel Trouillot

champagne ailleurs, justement dans un des pays colonisateurs d'Haiti, passe pour être une fois de plus son engagement à soutenir la volonté impériale. Nous accusons tous les membres du Collectifs Non et tous ceux qui les ont aidés à boycotter la célébration du bicentenaire de notre indépendance en 2004.

Le fait par les partisans du régime kaletèt de peindre les monuments de Vertières en rose est encore un autre reniement montrant comment ce régime n'a aucun respect à l'endroit des monuments historiques du pays. A propos on n'oubliera pas qu'un certain Himmler Rébu, pas des moindres, un ancien colonel des Forces Armées d'Haiti, avait descendu le drapeau national de son mât à Vertières pour hisser à sa place les couleurs de la France.

Alors, à quel autre comportement des puissances impérialistes devrions-nous nous attendre sinon à cette main mise et cette contrôle tous azimuts du sol haïtien.

En fait, le gouvernement de Martelly, mieux que quiconque applique à la lettre la politique coloniale dans le pays de Dessalines et de Capoix Lamort avec un acharnement à exécrer tout ce qui exalte leur œuvre. Sa passion pour rebaptiser Haiti de colonie ne relève pas du hasard. C'est tout juste la résultante d'un travail de déstabilisation commencé depuis belle lurette, et pratiqué en l'année 2003, par le Collectif Non pour saboter la célébration du Bicentenaire de l'indépendance du pays et qui continue encore et toujours.

N'est il pas nécessaire de rappeler ou de faire un peu l'historique de cette organisation ?

Pour combattre le gouvernement populaire d'alors, le gouvernement Lavalas, qui avait demandé à la

Suite à la page (14)

La détresse d'Haïti et Sandy

Par Ashley Smith

L'ouragan Sandy a ravagé le New Jersey, New York et d'autres régions de la côte nord-est des Etats-Unis, détruisant des bâtiments et privant la population d'électricité et de services essentiels pendant des jours. L'Etat capitaliste le plus avancé du monde a dû se démener pour faire face à cette urgence, mais s'est montré incapable de porter secours à beaucoup de gens de la classe travailleuse et des pauvres, livrés à eux-mêmes et à la générosité de leurs voisins.

Alors que le monde avait les yeux rivés sur les images de désolation de New York, les dégâts encore plus importants entraînés par Sandy en Haïti sont restés presque inaperçus. Par chance, ce pays déjà éprouvé n'a pas été frappé de plein fouet, car l'ouragan en a seulement frôlé la partie sud. Cela a néanmoins suffi à détruire cette partie d'Haïti.

Le pays s'était à peine remis du tremblement de terre de 2010, qui avait détruit une grande partie de la capitale Port-au-Prince, tuant près de 300'000 personnes, pauvres pour la plupart. Depuis lors, une série de tempêtes tropicales et d'ouragans, dont le plus récent a été Isaac, s'est acharnée sur les habitants démunis et a entravé la reconstruction du pays. Plus de 370'000 Haïtiens sont toujours bloqués dans des camps de réfugiés, vivant dans des tentes et des abris de fortune.

En 24 heures seulement, Sandy a déversé près de 70 centimètres cubes de pluie sur l'île, inondant les camps, détruisant les logements improvisés et jetant à nouveau près de 200'000 personnes à la rue. Seules 17'000 parmi elles ont reçu un abri d'urgence. Plus de 54 personnes sont mortes, 20 sont reportées disparues et on s'attend à trouver de nombreux autres cadavres lorsque le gouvernement et les associations d'aide auront pu atteindre les régions qui sont actuellement inaccessibles, suite aux dommages occasionnés par l'ouragan.

Sandy a eu un effet particulièrement dévastateur sur le secteur agricole, détruisant près de 70% des récoltes dans le sud et tuant une grande partie du bétail. Le directeur du Ministère de l'agriculture pour le Département du sud, Jean Debalio Jean-Jacques, a déclaré: «Tout ce que les paysans avaient en réserve, les céréales, les tubercules – tout a été dévasté. Certains avaient déjà préparé leurs champs pour les cultures d'hiver, et ceux-ci ont été ravagés.»

S'il n'y a plus de récoltes à vendre, les paysans vont être appauvris, et la population urbaine dépendra encore plus des biens alimentaires importés, qui sont déjà très chers. Avant la tempête, les Haïtiens avaient participé à une vague de protestations contre la hausse des prix des denrées alimentaires dans le pays. Des experts ont prédit une augmentation du coût des biens alimentaires à l'échelle internationale, ce qui signifie que Haïti se dirige vers un état d'urgence sur le plan alimentaire.

Avec l'eau de crue qui inonde un pays qui manque d'infrastructures sanitaires de base, les épidémiologistes craignent une recrudescence des cas de choléra dans le pays. Le choléra est une maladie transmise par l'eau et provoquée par des bactéries qui infectent l'intestin grêle, entraînant des diarrhées et une déshydratation. Le choléra se transmet par l'ingestion d'eau ou de nourriture qui ont été contaminées par des personnes infectées. Si elle n'est pas traitée, cette maladie entraîne la mort.

Haïti est déjà le pays le plus touché par le choléra au monde. Plus de 600'000 personnes, soit un sixième de la population, ont contracté cette maladie depuis son apparition en 2010. Plus de 7500 personnes en sont mortes, des centaines de nouveaux cas sont déclarés chaque semaine et deux à trois enfants en meurent chaque jour. On a déjà des indications d'une augmentation du nombre de cas de choléra parmi les nouveaux sans domicile et ceux qui vivent toujours dans des camps de réfugiés.

Mais cette dévastation n'a rien de naturel. Sandy a frappé d'autres nations des Caraïbes telles que Cuba et la Jamaïque, pourtant aucune d'entre elles n'a souffert d'autant de dommages et de pertes de vies humaines que Haïti. Le caractère exceptionnel de l'expérience de Haïti tient à son histoire d'étranglement par des puissances impérialistes et à la politique réactionnaire de sa propre élite, dont la moralité est répugnante.

Le pays était à l'origine une colonie d'esclaves administrée par la France. Les esclaves noirs dirigés par Toussaint Louverture se sont révoltés et ont finalement réussi à se libérer en 1804, Haïti devenant ainsi le seul et unique exemple d'aboutissement d'une révolution d'esclaves dans l'histoire de l'humanité. C'est alors que les puissances esclavagistes du monde ont procédé à l'étranglement du pays pour tenter d'éviter que la rébellion ne se propage à d'autres colonies.

La France a obligé Haïti à se soumettre dès sa naissance à une restructuration structurelle, en exigeant notamment un dédommagement pour la perte de ses esclaves en échange d'emprunts. La France a ainsi volé au pays un montant qui équivaudrait actuellement à quelque 22 milliards de dollars. Cette manipulation a étranglé le développement économique d'Haïti et l'a confinée dans une misère désespérante pour les deux siècles suivants, alors que sa classe dirigeante et ses superviseurs impériaux accaparaient tout l'argent produit par l'économie.

Ces deux forces se sont combinées pour détruire l'écosystème du pays et surtout ses forêts, le laissant vulnérable aux dommages des ouragans. En effet, les esclavagistes français ont défriché une grande partie des forêts du pays pour planter de la canne à sucre et d'autres cultures. Après l'indépendance, les propriétaires fonciers haïtiens ont coupé encore davantage les forêts pour produire du charbon, le principal combustible des populations urbaines pauvres de Port-au-Prince.

En 2006, plus de 98% des forêts tropicales d'Haïti avaient été défrichées. Sans cette barrière protectrice naturelle contre les inondations, les ouragans créent des torrents meurtriers qui dévastent tout sur leur passage. Même des pluies qui tombent lors d'orages moins importants dépouillent le sol de sa couche d'humus, compromettant l'agriculture paysanne. Au cours des années 1980, les Etats-Unis ont encore contribué à détruire l'agriculture en inondant le pays d'exportations de produits alimentaires subventionnés.

Les classes dirigeantes états-unienne et haïtienne ont vu la paysannerie qui se débattait dans les campagnes haïtiennes comme une opportunité pour le développement. Dans les années 1980, les Etats-Unis et le dictateur Jean-Claude «Bébé Doc» Duvalier ont appliqué un plan néolibéral visant à transformer la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, en une zone franche de sous-traitance pour l'exportation.

Duvalier a conclu des marchés avec des multinationales pour établir des ateliers d'hyper-exploitation dans la capitale, attirant des paysans pour produire toutes sortes de choses, depuis des balles de baseball pour Rawlings jusqu'aux tee-shirts Pocahontas pour Disney. Mais le nombre restreint d'emplois ne suffisait pas pour absorber les masses qui avaient migré vers Port-au-Prince.

Le programme néolibéral états-unien a ravagé l'agriculture haïtienne et créé dans la capitale de vastes bidonvilles dans lesquels des indigents subsistaient dans des taudis à peine pourvus des services de base. La politique néolibérale a ainsi créé les conditions sociales qui ont fait du tremblement de terre de 2010 un meurtrier de masse.

Les classes dirigeantes états-unienne et haïtienne ont fait en sorte de freiner tous les efforts de réforme agraire ou urbaine entrepris dans l'intérêt des paysans, des travailleurs et des citadins pauvres. En 1990 la population haïtienne s'est soulevée, a renversé Bébé Doc – l'allié des Etats-Unis – et a élu à la présidence le dirigeant politique réformiste Jean-Bertrand Aristide. Les Etats-Unis n'ont pas tardé à réagir: l'année suivante ils soutenaient un coup d'Etat de droite. Lorsque Aristide a de nouveau été élu en 2000, les Etats-Unis ont une fois de plus soutenu un coup en 2004.

Ces coups d'Etat ont bloqué toute tentative de remédier à la déforestation du pays, à l'appauvrissement des paysans et à l'indigence urbaine. Après le coup de 2004, les Etats-Unis, la France et le Canada ont poussé l'ONU à occuper Haïti lors de l'anniversaire de son émancipation en 1804. La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a renforcé le néolibéralisme, soutenu les gouvernements de droite qui ont remplacé Aristide, réprimé l'opposition populaire et maintenu la domination de la classe dirigeante locale kleptocrate.

Malgré toutes les larmes de crocodile versées après le tremblement de terre de 2010, les Etats-Unis, l'ONU et les ONG ont totalement échoué à reconstruire le pays. Ils n'ont pas fourni des logements permanents à ceux qui avaient perdu leurs maisons lors du tremblement de terre. En outre, l'aide qu'ils fournissaient contribuait à court-circuiter l'Etat haïtien, en le paralysant encore davantage et le rendant désormais incapable de coordonner les efforts d'aide.



En 24 heures seulement, Sandy a déversé près de 70 centimètres cubes de pluie sur l'île, inondant les camps, détruisant les logements improvisés et jetant à nouveau près de 200'000 personnes à la rue

Les gouvernements de droite haïtiens que les Etats-Unis et la MINUSTAH ont soutenus depuis 2004 n'ont manifesté aucun intérêt à aider le peuple. Ce sont des marionnettes de l'impérialisme et des Haïtiens riches. Le gouvernement actuel du néo-duvaliériste Michel Martelly, élu en 2011, s'intéresse davantage à restaurer la vieille armée haïtienne qu'à fournir de l'aide aux réfugiés du tremblement de terre ou aux victimes de Sandy.

L'occupation par la MINUSTAH, qui s'est dramatiquement étendue suite au tremblement de terre, est censée maintenir la paix et la sécurité et permettre la reconstruction du pays. En réalité elle a été complice de la répression par l'Etat haïtien des mouvements populaires pour la réforme urbaine et agraire. Pire, en 2010 les forces de l'ONU ont amené l'épidémie de choléra dans le pays.

Haïti n'avait pas souffert d'éruption de cette maladie depuis plus de 100 ans. Lorsque le choléra s'est soudain propagé dans le pays, les Haïtiens ont localisé son origine dans un camp de casques bleus népalais des Nations Unies près de Mirebalais. Ils ont observé que les rejets provenant de leurs latrines se déversaient dans un affluent du fleuve Artibonite, d'où ils se propageaient à la capitale, puis au reste du pays.

Des épidémiologistes réputés ont corroboré les déclarations haïtiennes à ce sujet, mais l'enquête officielle de l'ONU a refusé d'identifier la base de l'ONU comme étant le point de départ de l'épidémie. Actuellement, suite à des recherches supplémentaires, une des principales expertes à mener l'enquête, le Dr Daniele Lantagne, a conclu que les allégations haïtiennes étaient correctes depuis le début.

Elle a déclaré aux médias: «L'origine la plus probable d'introduction du choléra en Haïti était une personne infectée par la souche du choléra liée au Népal, qui se trouvait dans un campement de l'ONU à Mirebalais.» Des représentants de l'ONU – actuellement menacés d'un procès pour exiger des compensations pour les victimes et leurs familles – ont tenté de détourner les nouvelles preuves concluantes de leur responsabilité.

Un officiel de l'ONU en Haïti s'est contenté de déclarer: «L'enquête est encore en cours», et le secrétaire général adjoint Hervé Ladsous a déclaré qu'il était «impossible d'établir les origines de l'épidémie».

Comme l'a souligné Hillel Neuer, le directeur général de UN Watch, un groupe qui surveille l'ONU: «Personne n'accuse l'ONU d'avoir pollué volontairement les réserves d'eau d'Haïti. Mais lorsqu'un de ses propres experts conclut qu'une division de l'ONU a – par sa négligence – causé une épidémie de masse, on doit aux victimes une meilleure réponse que le déni et le silence assourdissant.»

Maintenant, au moment où le pays en a le plus besoin, les Etats-Unis et le reste de la communauté internationale sont en train de retirer l'aide. Jonathan Watts écrit dans The Guardian: «L'aide financière pour les programmes d'aide humanitaire de l'ONU a diminué de 96% au cours des deux dernières années, et ce malgré la vulnérabilité du pays le plus pauvre du continent américain.» L'aide internationale, qui se montait à 2 milliards de dollars en 2010 s'est réduite à 75 millions de dollars en 2012.

Par contre, il n'est pas question de mettre un terme à l'occupation par la MINUSTAH. En affirmant qu'Haïti a «effectué des pas considérables», le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté en faveur d'une extension de l'occupation pour une année supplémentaire. Il va réduire une partie des forces militaires et de police, mais veut rester capable d'étouffer toute résurgence du mouvement populaire pour des réformes et d'éviter un exode de réfugiés de ce pays dévasté par des catastrophes.

Janet Sanderson, l'ex-ambassadrice des Etats-Unis en Haïti, l'a affirmé très clairement dans un télégramme de 2008 qui a été révélé par WikiLeaks: «Un départ prématuré de la MINUSTAH laisserait le gouvernement [haïtien] (...) vulnérable à la résurgence de forces politiques populistes et opposées

Suite à la page (16)

Hurricane Sandy is another blow to Haiti

by Roger Annis

Hurricane Sandy struck another heavy blow to Haiti on Oct. 23 and 24, 2012. At least 54 people died, and dozens more are missing. Several tens of thousands of people were flooded out of their homes or earthquake survivor camps.

There are some 370,000 people stuck in appalling conditions in the camps while hundreds of thousands more have gone back to damaged homes or whatever other inadequate shelter they can find.



Hurricane Sandy caused devastation on Haiti's southern peninsula, wiping out up to 70% of this season's crop

Canada's media reports, and doesn't report, on Sandy in Haiti

The Montreal daily *La Presse* assigned Gabrielle Duchaine to report from Haiti in the aftermath of the hurricane. Her reporting was the most substantive to appear in Canada. She wrote two informative articles on the difficult conditions she observed in the south of Haiti where Hurricane Sandy struck hardest, including dealing a severe blow to food production.

According to preliminary estimations by Haitian government officials, 70% of the crop that was ready to be harvested in the south of the country was destroyed, including bananas, beans, rice, avocado and corn. Cattle were also lost. The losses amount to more than $100 million.

Compounding the food problem, areas in the north of Haiti experienced drought conditions earlier this year, while the drought in the U.S. Midwest this past summer has sent prices of corn and other staples soaring. United Nations officials say that one million people in Haiti – one tenth of the population – are now threatened by food insecurity.

Here is the translated introduction to one of the articles by Duchaine:

"When Hurricane Sandy descended on the U.S. east coast, all eyes were turned to New York and the huge reserves of emergency assistance that were deployed. Yet, some 2,500 km from there in Haiti, the population was left to its own means to deal with the full force of the elements. The result: an unceasingly heavy outcome with more than 100 deaths, tens of thousands of affected people, new outbreaks of cholera, and, especially, the destruction of some 70% of the country's food harvests in the south of the country. Now that the waters have receded, the grumbling is growing louder in communities where people are still waiting for assistance..."

Protests were already on the rise in Haiti over rising food prices and an ineffective national government seen to have little sympathy or plan to get the country out of its downward, post-earthquake economic and social spiral. Protest will only deepen in the months ahead.

The Globe and Mail published several short articles from Haiti on Oct. 30 and Nov. 2 reporting on the damage to food production caused by the hurricane. *Radio Canada* (French CBC) broadcast a brief radio news report from an AFP journalist in Haiti.

The website of Montreal's English language daily *The Gazette* (one cog in Canada's largest newspaper chain, *Postmedia*) contains several short, perfunctory news reports on Sandy's aftermath in Haiti. Meanwhile, the site features dozens of substantive articles on Sandy's impact on the United States.

Cholera threat and UN denial

A Nov. 1 feature article in the *Toronto Star*, Canada's largest circulation daily, reported tangentially on the hurricane. The article was a personal profile of Nigel Fisher, the Canadian west coast resident who is the UN's humanitarian coordinator in Haiti.

The article reported Fisher's typical upbeat message on Haiti, to the effect, "Yes, things are bad, but we are doing the best we can." Titled "Nigel Fisher, caretaker of the world's children", the article reports:

Fisher was at his Port-au-Prince office on Wednesday [Oct. 31] at 6:30 a.m., juggling yet another set of crisis logistics in the hard-luck country, where he has overseen earthquake relief and recovery since 2010.

A call to the Haitian prime minister was on his agenda because, in addition to handling the newest human casualties from Sandy, a food shortage now looms. A drought early in the year stunted crops before they had a chance to mature. Then, a damaging summer storm reduced harvest estimates by about 40% - a worrisome situation even before the massive hurricane struck last week.

"Sandy just about finished it off," Fisher says. "So on top of everything else that this poor country faces, now we're facing a real problem of food security throughout the winter."

The article concludes:

"I feel so much of the news that comes out about Haiti is all about disaster and hopeless and yet, I've been here almost three years now and I've seen a lot of change."

*He believes it's vital to tell donors in wealthy countries such as Canada about progress in tough places, not just stories about sadness and hardship. He cites the fact that, while the number of Haitians remaining in camps, 350,000, seems "a heck of a lot," about 2 million were displaced by the earthquake. "That means 80% have gone home." **

After a year, the worst of cholera's infectious surge is over, with Haiti and its island neighbor, the Dominican Republic, working together on disease-eradication plans. Fisher reports that more children are in school than before the earthquake. Vaccination rates for kids are up too. "There are always points of light."

The UN's moral standing among the Haitian people is at an all-time low, not only because its soldiers recklessly introduced the cholera bacteria into the country but also because the agency has since denied responsibility and, to this day, refuses to undertake rapid and meaningful redress, notably in building clean water delivery systems.

In May 2011, a scientific panel convened by Ban Ki-moon five months earlier published its findings, saying that the cholera bacteria likely originated at a UN military base at Mirebalais, Haiti that was staffed by recently-arrived soldiers from Nepal. The strain of cholera was identified as the one prevalent in cholera-endemic Nepal. But the report then went on to say that the spread of the bacteria (the epidemic) was caused by a "confluence of circumstances."

One of the UN's point men on the cholera file is Fisher himself. He has insisted that the agency's culpability is unproven. He says finding the source of the epidemic is secondary; what's important is to treat the victims. But as the evidence has mounted and become incontrovertible, the UN response has shifted.

One of the world's leading cholera experts, Daniele Lantagne of Harvard University, was a member of the 2011 panel and recently said after studying new scientific data that the "most likely" source of the outbreak was the UN base at Mirebalais. Hers was only the latest in a string of epidemiological studies to pinpoint the source of the epidemic as being UN soldiers.

Fisher voiced the new response of the UN to cholera accusations recently to the BBC's Mark Doyle:

"I know there's new information there," Mr. Fisher said. "But the investigation is still with the [UN's New York] legal office, so I'm not able to say anything at this time until that's gone through the due process."

But one year after legal action was undertaken on behalf of the past and future victims of cholera, UN Secretary General Ban Ki-moon's office has yet to issue a statement as to how it intends to deal with the legal action. In addition to denial mode, then, the UN is by all appearance in "stall" mode as well.

A resurgence of cholera infections is feared after Hurricane Sandy. *La Presse*'s Duchaine reported from Les Cayes in the south of Haiti that the local hospital received dozens of infected patients following the storm that brought four days of intense rain. Doctor Joseph Yves Domercant, director of the hospital, told Duchaine that he expects many more victims.

Jonathan Watts reports in *The Guardian* recently that Haiti has more cholera cases than the rest of the world combined. According to the World Health Organization, Haiti was recording increasing cholera cases even before the latest hurricane. Six hundred thousand people have been infected and more than 7,500 have died since the start of the epidemic in October 2010.

Showcasing sweatshop labor

One week before Hurricane Sandy struck, Bill and Hillary Clinton were in Caracol, northern Haiti to showcase the recently-opened clothing factory complex of south Korea's SAE-A.

The Caracol Industrial Park is touted to eventually employ tens of thousands of workers. It is a centerpiece of the "Open For Business" theme of the government of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe. The U.S. and Canada say that "Open For Business," which is a polished-up version of the failed, sweatshop labor model of the declining years of the Duvalier tyranny in Haiti, is key to the country's economic future.

The Caracol park was built on prime agricultural land on the opposite side of the country from the earthquake zone. The land was provided by the Haitian government. The installations – factory buildings, electricity supply, housing for workers – were paid through grants from the U.S. government and the Inter-American Development Bank.

SAE-A has shifted production to Haiti from a factory it closed in Guatemala where workers were seeking to form a union in the face of stiff opposition by the company.

A report by the Better Work international agency that was released in October shows that 21 of the 22 sweatshop factories surveyed in Haiti (not including Caracol because it is just getting off the ground) were failing to pay the country's factory minimum wage of US$5 per day.

What you can do

One of the most effective ways to express solidarity with the Haitian people is to support the *Under Tents* housing rights campaign. If you haven't already done so, please sign its international petition demanding action on housing from the Haitian government and its international backers, including Canada. You can also read about other ways to support the campaign.

The Institute for Justice and Democracy in Haiti and its partner office in Haiti is spearheading the legal action on behalf of cholera victims. Find out more about that case and how you can support at www.ijdh.org/cholera.

Partners In Health Canada has recently launched an awareness and action campaign for global health, including in Haiti, called 'Prove what is possible.' Check out that campaign at http://pih.r-esourcecenter.com/Event/index.asp?Event_Id=6.http://bit.ly/Te-4qkC.

For complete information on Haiti: www.canadahaitiaction.ca.

Postscript: On Nov. 13, 2012, the *Boston Globe* print daily published an editorial, "UN must make amends for cholera that organization

Suite à la page (15)

Who is Really Leading Reconstruction Efforts in Haiti?



Haitian President Michel Martelly with U.S. Secretary of State Hillary Clinton in Washington last year. As for the aid community's claim that the Haitian government is leading the reconstruction effort, "It's a lie."

By Haiti Relief & Reconstruction Watch, Center for Economic and Policy Research

After decades of bypassing the Haitian government in the provision of aid, after the 2010 earthquake there was an acknowledgment by international NGOs and donors that this time had to be different. The sentiment was summed up well by Nigel Fisher, the deputy special representative for MINUSTAH in Haiti when he told *The Nation*: "*Tens of thousands, hundreds of thousands of people are here delivering aid, but they are doing functions that should be done by the Haitians…You cannot complain about failures of the Haitian state if you don't support it to grow stronger. For decades, we have not invested in that very much."*

And yet, as HRRW and others have documented time and time again, just as in the past, the Haitian government, civil society and businesses were largely bypassed again. Less than one percent (PDF) of humanitarian aid went to the Haitian government or Haitian organizations in the 18 months after the earthquake. Just over one percent of the $450 million or so in USAID contracts have gone to Haitian firms. Furthermore, there have been consistent complaints from government officials that they are not consulted by international partners. Nevertheless, donors continue to tout the "Haitian-led" reconstruction effort. Another quote from Kathie Klarreich and Linda Polman's recent *Nation* article makes it clear this is nothing more than rhetoric:

A spokesman for one of the largest UN organizations in the country offered a stunningly blunt portrait of this dynamic. Asked whether the government of Haiti has ever told him what to spend donor money on, the spokesman, who insisted on remaining anonymous, said: "Never. They are not in the position, because they are financially dependent. Recently, there was a government press conference. There was nothing 'government' about it; we organized it and told them what to say." He chuckled, then added: "Very sad, really."

As for the aid community's claim that it has been playing a supporting role and letting the Haitian government lead the reconstruction effort, he said, "It's a lie. It's tragic, but it's a lie."

POURQUOI UNE NOUVELLE GUERRE CONTRE GAZA ?

Par Thierry Meyssan

À nouveau Israël attaque Gaza et les médias internationaux relaient des images de désolation. Cependant la sidération que provoque l'horreur quotidienne de cette nouvelle guerre ne doit pas nous empêcher de l'analyser et d'en comprendre les objectifs.

Le 14 novembre 2012, les Forces armées israéliennes ont lancé l'opération « Colonne de Nuées » contre les installations administratives et militaires du Hamas dans la Bande de Gaza. Dès le premier jour, elles ont assassiné Ahmed Jaabari, numéro 2 de la branche armée de l'organisation palestinienne. Elles auraient également détruit des rampes de lancement souterraines de missiles sol-sol Fajr 5. « Colonnes de Nuées » a rapidement pris une grande ampleur, l'aviation israélienne multipliant les bombardements. L'état-major israélien a procédé au rappel de 30 000 réservistes, rapidement étendu à 75 000 hommes au risque de désorganiser l'économie. De la sorte, Israël se met en capacité d'envahir la Bande de Gaza avec des troupes au sol. Cette situation appelle plusieurs explications.

Pourquoi maintenant ?

Tel-Aviv prend l'initiative alors que le pouvoir à Washington est partiellement vacant. On attend la nomination de nouveaux secrétaires d'État et à la Défense. Possiblement, il s'agirait de l'ambassadrice Susan Rice et du sénateur John Kerry. Cependant, une âpre lutte, par presse interposée, tente de disqualifier Mme Rice. Quoi qu'il en soit, les secrétaires d'État et à la Défense sortants sont affaiblis et leurs successeurs ne sont pas encore nommés.



Identiquement Tel-Aviv avait pris une initiative similaire, l'opération « Plomb durci », lors de la période de transition entre les présidents Bush Jr. et Obama.



Manifestation à New York contre le bombardement de Gaza par Israël

Certains commentateurs évoquent aussi la proximité des élections législatives israéliennes et laissent entendre que Benjamin Netanyahu et Avigdor Lieberman cherchent à parfaire leur image de faucons intransigeants. C'est peu probable. En effet, ils lancent cette attaque sans en connaître à l'avance le résultat. Or, en 2008-2009, l'échec de « Plomb durci » fut fatal au gouvernement d'Ehud Olmert.



L'opération criminelle « Colonne de Nuées » contre les installations administratives et militaires du Hamas dans la Bande de Gaza

Dans quel but ?

Traditionnellement les Forces armées israéliennes adaptent leurs objectifs de guerre aux occasions qui se présentent. Au minimum, il s'agit d'affaiblir la Résistance palestinienne en détruisant infrastructures et administrations dans la Bande de Gaza, comme cela est fait à intervalles plus ou moins réguliers. Cependant, l'affaiblissement du Hamas sera automatiquement profitable au Fatah en Cisjordanie ; et ce dernier ne manquera pas de pousser un peu plus loin sa revendication de reconnaissance d'un État palestinien par les Nations Unies.

Une femme portant un poster d'Ahmed Jabari, assassiné par Israël, il était le chef de l'aile militaire du Hamas

Au maximum, « Colonne de Nuées » peut ouvrir la voie à un vieux plan sioniste : la proclamation de la Jordanie comme État palestinien, le transfert de la population de Gaza (voire aussi de Cisjordanie) en Jordanie, et l'annexion des territoires vidés. Dans ce cas, l'opération militaire ne doit pas viser indistinctement tous les responsables du Hamas, mais uniquement ceux qui sont opposés à l'ancien chef politique de l'organisation, Khaled Mechaal. Ce dernier étant appelé à devenir le premier président d'un État palestinien de Jordanie.

Les troubles en Jordanie sont-ils liés ?

La guerre de Syrie a étouffé l'économie jordanienne. Le Royaume s'est rapidement endetté. Le gouvernement a annoncé le 13 novembre (c'est-à-dire la veille du déclenchement de « Colonne de Nuées ») une hausse des prix de l'énergie allant jusqu'à 11 % pour les transports publics et 53 % pour le gaz domestique. Cette nouvelle a alimenté un mouvement de contestation qui existe à l'état rampant depuis le début de l'année. Immédiatement, environ la moitié des 120 000 professeurs des écoles publiques ont fait grève.

Vendredi 16, plus de 10 000 personnes ont manifesté au cœur d'Amman aux cris de : « La liberté vient de Dieu ! », « Abdallah ton temps est révolu ! », « Le peuple veut la chute du régime ! ». Le cortège est parti de la mosquée Husseini et était encadré par les Frères musulmans.



Les chars des Forces armées israéliennes

Les Frères musulmans, qui ont conclu un accord avec le département d'État US et avec le Conseil de coopération du Golfe, sont déjà au pouvoir au Maroc, en Tunisie, en Libye, en Égypte, et à Gaza. En outre, ils contrôlent la toute nouvelle Coalition nationale syrienne. Ils ambitionnent de gouverner la Jordanie avec ou sans le roi Abdallah II.

Le plus célèbre des Frères musulmans jordaniens est Khaled Mechaal, ancien chef de la branche politique du Hamas. Mechaal a vécu en exil de 2001 à 2012 à Damas, sous la protection de l'État syrien. En février 2012, il a soudain accusé le gouvernement de Bachar el-Assad de réprimer son propre peuple et a choisi de déménager au Qatar où l'émir Hamad al-Thani s'est montré particulièrement généreux avec lui.

Les troubles en Syrie sont-ils liés ?

En juin dernier, un accord de paix a été conclu à Genève par les grandes puissances. Toutefois, il a été immédiatement saboté par une faction US qui a organisé des fuites dans la presse à propos de l'implication occidentale dans les événements, forçant ainsi le médiateur Kofi Annan à démissionner. Cette même faction a alors par deux fois tenté d'en finir militairement en organisant deux attaques massives de Damas, le 18 juillet et le 26 septembre. Au vu de ces échecs, l'administration Obama est revenue à l'accord initial et s'est engagée à le mettre en œuvre après l'élection présidentielle et le changement de cabinet.

L'accord prévoit le déploiement d'une Force de paix des Nations Unies, principalement composée de contingents de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Cette force aurait pour mission de séparer les belligérants et d'arrêter les jihadistes étrangers introduits en Syrie. En laissant la Russie se réinstaller au Proche-Orient, Washington espère se soulager du fardeau de la sécurité d'Israël. La Russie veillerait à ce que l'État sioniste ne soit plus attaqué et à ce qu'il n'attaque plus personne. Le retrait militaire US du Proche-Orient pourrait donc se poursuivre et Washington retrouverait une marge de manœuvre qu'il a perdue du fait de son tête-à-tête permanent avec Tel-Aviv.

Dans cette perspective, les partisans de l'expansionnisme israélien doivent agir à Gaza, et éventuellement en Jordanie, avant le déploiement russe.

Quelles sont les premières conclusions de la guerre en cours ?

La guerre a mis à l'épreuve la défense anti-aérienne israélienne. L'État sioniste a investi plusieurs centaines de millions de dollars dans la création du « Dôme de fer », un système capable d'intercepter toutes les roquettes et missiles tirés depuis Gaza ou le Sud du Liban.

Ce dispositif est apparu inopérant lorsque le Hezbollah a envoyé un drone survoler la centrale de Dimona ou lorsqu'il a testé des missiles sol-sol Fajr-5.

Durant les trois premiers jours de « Colonne de Nuées », le Hamas et le Jihad islamique ont riposté aux bombardements israéliens par des salves de roquettes et missiles. Le « Dôme de fer » serait parvenu à intercepter 210 tirs sur un peu plus de 800. Cependant cette statistique ne signifie pas grand chose : le dispositif ne semble capable d'intercepter que des roquettes assez primitives, comme les Qassam, et être inadapté à tout armement un tant soit peu sophistiqué.

Réseau Voltaire
17 novembre 2012

Les présidentielles états-uniennes : Enjeux, rêves et réalité

2ème partie et fin

Par Tontongi

Élection-sélection ou représentation *médiatée*

La présente élection présidentielle étatsunienne est significative pour plusieurs raisons ; l'une d'entre elles est la relative popularité du président en exercice dans une récession économique où le taux du chômage reste relativement haut. Une autre raison est le fait que Romney, un candidat pas trop attrayant, malgré son look présidentiel hollywoodien, reste si formidable, maintenant une continuelle parité avec le président dans presque tous les sondages d'opinion. Il est possible que la haine du président ait motivé quelques uns, mais, à la fin, d'autres facteurs, d'ordre démographique et économique, l'emporteront dans la décision de la majorité.

Quand on voit les multiples efforts par une certaine droite dérangée pour qualifier Obama comme « Autre », donc le disqualifier comme président (en font preuves les insinuations sur son certificat de naissance, sa désignation comme islamiste, l'accusation anti-américaniste, etc.), on ne peut que déplorer la persistance du racisme chez une part considérable de l'électorat étatsunien. Ce racisme a empoisonné les choix en y inoculant un « racialisme » qui les teinte. Ce même « racialisme » imprègne la décision du vote des Noirs étatsuniens, qui ne semblent porter aucune critique sérieuse sur le manque de performance d'Obama en termes d'amélioration des conditions de vie des minorités en général, et des Noirs en particulier.

Pourtant ceux-ci sont les premiers à lui pardonner, car ils comprennent bien le haut taux de malheurs et de problèmes qu'il avait hérité de son prédécesseur. Certes, mais doivent-ils pour autant ignorer que la politique de conciliation à tout prix avec les républicains que poursuivait Obama jusque-là, se menait à leurs dépens, parce que après que les banques, l'industrie automobilière et les requins du Wall Street eussent eu la part du lion dans la largesse d'Obama du début, il ne restait presque rien pour leurs problèmes sociaux et économiques à eux, d'autant plus que les républicains au Congrès utilisent à tout bout de champ les surenchères pour bloquer toute initiative favorable aux « intérêts spéciaux », nom dérisoire pour désigner les intérêts des Noirs, des femmes, et des minorités sociales et ethniques en général.



Obama, en tant que personne humaine réelle, a été le catalyseur principal dans la présentation de son drame

Comme on l'a vu (encore une fois) dans l'élection présidentielle de 1980, plus spécifiquement dans le « packaging » de Ronald Reagan, l'effet compte plus que la substance. Ses puissants amis de Hollywood et de l'establishment républicain, forçant sur ses attributs d'ancien acteur, avaient crée une image « reaganesque » si parfaite qu'on arrivait a épater le public jusqu'à le faire élire président. Ce recours à l'imagerie médiatique pour packager un candidat à une fonction élective a trouvé perfection dans la présentation de Romney durant le premier débat et durant les jours qui suivent. Même quand les démocrates ont réussi à le définir, aux yeux du public, comme un riche arrogant et flip-flopeur sans aucune loyauté convictionnelle, il s'est réinventé dans le premier débat comme une nouveauté, comme un homme raisonnable qui a le bien du public à coeur. Et il a trouvé une large part de l'électorat pour le croire.

Quand on analyse le phénomène Romney, on verra combien il incarne le prototype du candidat-produit qu'on promeut et vend comme on fait pour une pâte dentifrice. Dès lors l'exacte position idéologique ou l'objectif programmatique du candidat n'importe presque plus, ou du moins il importe dans la mesure que celui-ci — ou celle-ci — puisse changer suivant les besoins du moment ou suivant les impératifs de la campagne. Les diverses positions de Romney sur les sujets et enjeux de la campagne présidentielle sont l'expression symptomatique de sa dépersonnalisation comme individu-sujet pour devenir le représentant du Parti républicain, le représentant du Capital, du Big Business, prétendu défenseur de la soi-disant exceptionnalité étatsunienne. Il ne saurait être autrement. Fier capitaliste de la souche la plus traditionnelle et la plus vorace dans son incarnation moderne, il est déjà un gagnant, il le dit lui-même à tout bout de champ au cours de la campagne.

Le problème, au juste, ce n'est un Romney problème, c'est le problème d'un système politique qui privilégie l'effet ou la forme contre la substance, le produit contre l'idéal, la performance contre l'authenticité, l'imagerie contre la réalité, la facticité contre la vérité. Romney, avec son argent et sa connexion, a pu s'épanouir dans un tel système. Pour lui c'est une question de droit du sang, de redevance.

En cela, les deux partis de la ducratie se partagent non seulement les privilèges et les exclusivités conférés par le système, ils en partagent aussi l'adhésion à l'imagerie médiatique et à la ritualité performative qui caractérisent le pouvoir. En ce sens, la campagne de Romney est l'héritière la plus directe de celle de Reagan, ne serait-ce que dans l'interaction constante et les jeux de miroir entre les effets médiatiques, les sensibilités pseudo-nationalistes, les fabrications de la perception (exemples : la rationalité de l'affaire Iran-Irak-Contra ou la fausse réputation de Reagan comme un faucon redoutable tandis que sa plus grande fonction gouvernementale a été comme gouverneur de la Californie, et il n'a jamais été un chef d'arme ni même un militaire d'importance).

Comme ce sera le cas avec George McGovern, Jimmy Carter et John Kerry (tous trois ayant des expériences militaires considérables comparées à leurs adversaires respectifs Richard Nixon, Ronald Reagan et George W. Bush), ce qui compte ce n'est pas vraiment la compétence, ni l'expérience, mais l'aptitude à manipuler les données (factuelles ou inventées) pour créer l'impression souhaitée. Dans les trois cas précités, les opposants étaient moins qualifiés comme candidats à la fonction de chef suprême de l'armée, mais ils ont néanmoins emporté l'élection selon la fausse perception qu'ils étaient les « plus forts » ou « plus capables » d'assurer la protection de la nation. Le plus grand succès de ces procédés de manipulation médiatique, c'était quand le Parti républicain, dans la campagne présidentielle de 2004, arrivait à « définir » John Kerry, un ancien combattant décoré en Vietnam, comme un lâche et un mou. Le dictionnaire s'est enrichi d'un nouveau mot aux États-Unis depuis lors, le « swift-boating », en référence à cette attaque médiatique, une attaque dévastatrice, aux mains du Super-PAC original, au nom provocateur de « Swift Boat Veterans for Truth / Les Anciens Combattant Pour la Vérité du Bateau Swift ». Leur méthode de prédilection : Usant du point fort même de l'adversaire pour l'acculer.

Une démocratie contrôlée du haut

Si nous voulons jouer avec les clichés, nous dirions que dans le tiers-monde nous avons les coups d'État en série, l'ingouvernabilité institutionnelle, le gangstérisme comme programme de gouvernement, l'unique parti à vie. Ici, nous avons une orthodoxie masquée comme démocratie parce qu'on a pu l'insérer dans la structure fondatrice de la nation, dès le départ. Ce macro-contrôle dans la structure est complémenté, pour colmater les brèches et serrer les boulons, par une perversion systématique du processus de sélection des soi-disant représentants du peuple, de par l'infusion de l'argent et des influences de classe et de standing dans le choix. Ceux-ci sont choisis d'office par les magnats des deux partis de la duocratie monopolistique étatsunien. La force de l'argent et de la propagande — déjà bien avant les Super PAC — fera le reste. L'électorat « choisit » finalement l'un ou l'autre des deux figurants « packagés » par les experts en marketing des deux partis.

L'élection présidentielle aux États-Unis n'est pas directe, comme en France ou en Haïti. Elle est *médiatée* pour ainsi dire par un article tout-puissant de la constitution qui dit que le candidat doit réunir 270 des 538 délégués au Collège Électoral désignés par les 50 états. Il y a eu des cas où le président-élu a accumulé les 270 délégués sans pour autant avoir la majorité des votants, comme c'était le cas en 2000 quand Georges W. Bush fut élu président alors que Al Gore a recueilli la majorité des voix populaires (les démocrates croient que cette élection leur a été pratiquement volée par les républicains quand la Cour suprême a stoppé le recompte des votes en Floride).

Il y a deux vices fondamentaux qui pervertissent la prétention démocratique des États-Unis : d'abord le vice institutionnel de la duocratie monopolistique où deux partis concordants contrôlent le pouvoir et les institutions étatiques sans partage. Leur rivalité est d'ordre purement formel puis qu'ils s'entendent sur l'essentiel : la défense de l'État capitaliste et du système de classe ambiants. En cela, les États-Unis ne sont pas trop différents des autres états-nations occidentaux développés. Quand bien même la démocratie formelle occidentale n'a de leçon à donner à personne en termes de représentation démocratique, on comprend bien pourquoi elle paraît moins instable que les autres, et fort supérieure au brigandage dans les néo-colonies.

Les efforts de suppression des votes de la populace qu'on a observés dans plusieurs états compétitifs n'ont rien de nouveau sous le soleil étatsunien, excepté qu'on s'étonne qu'elle puisse être faite avec tant d'impunité en 2012. C'est le même réflexe de contrôle qu'ont mis à profit depuis les premiers jours de la république les Pères Fondateurs et les barons de l'industrie. Il devient une vraie science de la normalisation, particulièrement au cours et après le processus d'incorporation et de consolidation du capital qui a eu lieu après la guerre civile. C'est l'époque où les compagnies de chemins de fer telles Union Pacific et Central Pacific combinent leurs ressources, souvent par voie de fraude, rapace et le sang des Indiens et des travailleurs, pour s'agrandir et raffermir les grands profits capitalistes. Vers 1890, les banques auront tout contrôlé par le systématique usage de l'escroquerie ou plus précisément, comme l'a bien formulé le grand historien étatsunien Howard Zinn, par l'organisation « du profit par la loi plutôt que par le vol ». L'union devient parfaite entre les grandes banques, les patrons de l'industrie pétrolifère et des chemins de fer, les législateurs, gouverneurs et présidents élus par leurs soins. C'est la synergie totale parmi les grands *icons* du capitalisme étatsunien : les J. P, Morgan, les Thomas Edison, les Loeb, les Rockefeller, les Andrew Carnegie, et j'en passe.

Malgré les discussions fiévreuses durant les campagnes présidentielles, les maîtres du système savent comment sauvegarder ce que j'appellerais les « essentialités » du système, c'est-à-dire les grands intérêts en jeu et les enjeux. « Le gouvernement étatsunien, dit Howard Zinn, se comporte exactement comme Karl Marx a décrit l'état capitaliste : il prétend la neutralité dans le maintien de l'ordre, mais sert les intérêts des riches. » Zinn donne l'exemple de Grover Cleveland, un démocrate, candidat à la présidence dans l'élection de 1884 : « L'impression générale dans le pays, c'était qu'il s'opposait au pouvoir des monopoles et des corporations, et que le Parti républicain, dont le candidat était James Blaine, supportait les riches. Mais après la défaite de Blaine par Cleveland, Jay Gould lui a télégraphié : "Je sens... que les énormes intérêts des affaires du pays seront entièrement protégés dans vos mains." Et il avait raison . »*

Un Paul le poulpe humain

Malgré l'état de suspense

Suite à la page (15)

Interview de Sandra, la veuve du commandant de la guérilla colombienne des FARC, Manuel Marulanda

Par Hernando CALVO OSPINA

Interview réalisée par Hernando Calvo Ospina, et publiée initialement dans le quotidien mexicain La Jornada, 10/11/12 (*)

Je remarque sa nervosité. C'est la première fois qu'elle accepte une interview. Je la rencontre à La Havane. Elle fait partie des 13 femmes composant le groupe de 30 personnes qui négocient un possible – et si désiré – processus de paix, au nom des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, FARC. Avec sa grande simplicité, tout en étant d'une élégance naturelle, elle fait partie de ces 40% de femmes combattantes. Le mouvement de ses mains et l'éclat de ses yeux noirs accompagnent ses paroles. Elle s'appelle Sandra Ramirez, et c'est la veuve du leader historique de l'organisation guérillera, Manuel Marulanda Velez. Elle répond à mes deux premières questions comme si elle faisait un discours. J'arrête l'enregistrement pour lui rappeler que je ne l'interviewe pas : je veux bavarder avec elle. Alors, elle sourit, les yeux dans le vague, et commence à raconter ses souvenirs et son présent.

« Vers 1981, dans la région paysanne où je vivais avec ma famille, des guérilleros ont commencé à arriver. Mon père leur servait de guide pour leur faire connaître la région. Mon attention a été beaucoup attirée par le fait que le chef de ce groupe était une femme. A cause des conditions économiques, je n'ai pas pu continuer mes études secondaires, et comme cette femme était devenue ma référence, j'ai décidé peu après d'entrer dans les FARC.

« Là je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas de différence entre hommes et femmes pour aller au combat. Ce qui a attiré mon attention aussi, c'est le fait d'être en lutte contre le machisme et pour l'égalité de droits et de devoirs entre hommes et femmes. Ce qui n'était pas facile, en tenant en compte que dans les FARC, la majorité de combattants viennent de la campagne, où le machisme est plus accentué ; en plus du fait que notre société capitaliste est hautement machiste. Dans les FARC, nous avons créé des mécanismes pour en finir avec cela, c'est une de nos luttes quotidiennes aux côtés des compañeros. Parce que nous luttons pour l'égalité des genres et leur bien-être.

« C'est ce respect pour la femme et la possibilité d'avancer en tant que personnes, combattantes et professionnelles qui a fait que tant de femmes entrent dans ses rangs. Ici, nous offrons ce que les conditions sociales et économiques du pays ne proposent pas à l'immense majorité des colombiens, et encore moins aux femmes.

« Dans les FARC, une femme accomplit des missions et exerce le commandement, parce qu'à partir du moment où elle rejoint les rangs, elle est éduquée afin qu'elle prenne conscience de sa condition de personne et de combattante. Ici, une femme peut se former en informatique, en moyens de communication, pour être médecin, infirmière ou dans toutes les spécialités que nous avons. Ici la femme donne son avis et propose, car les décisions des FARC sont prises collectivement.

« Evidemment, nous n'aimons pas perdre notre féminité. C'est pour cela que quand la guerre et les conditions économiques le permettent, l'organisation nous fournit mensuellement de la crème pour le corps, du vernis à ongles, de quoi nous maquiller, en plus des serviettes hygiéniques et des contraceptifs. Il n'est pas rare d'aller au front, parfumées et bien coiffées.

« Les relations de couples sont aussi normales qu'à Bogota ou à Madrid. La propagande médiatique de l'ennemi dit que nous les guérilleras sommes obligées d'avoir des relations


Sandra Ramirez, la veuve du leader historique des FARC, Manuel Marulanda Velez

sexuelles avec les compañeros. C'est un mensonge. Nous décidons librement d'aller avec un compañero s'il nous plaît. Ici, on tombe amoureux, on se détache et on a des déceptions, comme partout dans le monde. Nos normes internes n'ont pas d'incidence sur les couples, sauf si leur comportement affecte le groupe avec ses conflits continuels. « Pour nous, le contrôle des naissances est obligatoire. On ne peut être guérillera et mère, malheureusement. Quand nous entrons, nous acceptons cette condition. N'oublions pas que nous faisons partie d'une armée. Quand il y a grossesse, la guérillera peut choisir entre avorter ou partir pour avoir son enfant.

« L'ennemi nous méprise en tant que femmes, mais a peur de nous aussi. En général, quand il capture des compañeras, il les viole, les torture, et il arrive même qu'il leur coupe les seins, pour les mutiler. Nous avons eu des cas atroces. Ils nous traitent comme des butins de guerre. Ils nous craignent car nous les affrontons d'égal à égal, en leur prouvant que nous pouvons être très aguerries au combat. C'est pour cela qu'ils déchargent sur nous leur peur, leur colère et leur impuissance quand ils capturent une camarade. C'est exceptionnel quand ils traitent bien les détenues. »

Le moment est venu de poser la dernière question. Quand je l'écoute, sa voix change, sa gorge se noue et elle regarde le sol tout en joignant les mains. Elle reprend de l'air et répond, tout en souriant espièglement à divers moments de son récit.

« En 1983, j'avais 20 ans quand dans le camp, j'ai vu un monsieur avec chapeau, revolver à la ceinture, carabine, et pas d'uniforme. Alors je lui ai demandé qui il était. Ça m'a frappée. Le camarade Marulanda était la personne la plus simple que l'on puisse imaginer. Il était ainsi avec n'importe quel membre de la troupe. Il ne nous faisait pas sentir qu'il était le chef, c'est nous qui voyions l'autorité en lui. « Je ne faisais pas partie de son groupe de sécurité, même si j'étais dans le campement du Secrétariat, la plus haute instance de direction des FARC.

« En mai 1984, j'ai fait partie du groupe d'accueil qui recevait les commissions, les hommes politiques, les journalistes et les autres personnes qui venaient au campement de La Uribe pour discuter des accords de paix menés avec le gouvernement. Un jour, le camarade a eu un accident et s'est fêlé une côte. En tant qu'infirmière, je lui ai administré les remèdes et lui ai appliqué la thérapie. C'est pendant le traitement qu'a commencé notre relation affective.

« J'ai vécu avec lui une relation absolument normale. Je n'avais pas de privilèges en étant sa compagne, mais lui oui, il était très particulier avec moi. Évidemment, nous avions des discussions et des difficultés comme tout couple, mais les joies ont été beaucoup plus nombreuses. Je participais à ses responsabilités. Par exemple, j'étais chargée des communications, faisant office de secrétaire à l'occasion, ou lui préparant des plats comme il aimait.

« Parfois, nous vivions des situations très difficiles propres à la guerre au niveau sécurité, et parce qu'il était l'homme le plus recherché du pays. Plusieurs fois, l'armée était toute proche, mais lui, grâce à son calme et à son expérience, il a toujours su protéger sa troupe. Il était très prévoyant et planifiait tout. Nous riions en entendant qu'ils l'avaient tué, alors que nous étions en train de prendre le café. Parce qu'ils l'ont « tué » de nombreuses fois.

« Mes dernières heures avec lui ? J'ai encore des difficultés à parler de cette partie de notre vie de couple. Mais bon… D'après les symptômes, nous pensions qu'il avait un problème de gastrite. Et ce jour-là [26 mars 2008, NdA] il était en train d'écrire un document, tout en écoutant des cumbias colombiennes. Ensuite je l'ai accompagné pour sa douche, il a bu un chocolat, et nous avons cru que le problème était surmonté. À 17 heures, il a déjeuné le peu de nourriture auquel il était accoutumé. Une heure après, il a reçu les rapports de la garde et a donné directives. Puis il m'a demandé de l'accompagner aux toilettes. Je lui ai pris sa machette et le ceinturon avec le pistolet, des objets personnels qu'il n'abandonnait jamais. Il m'a alors dit qu'il avait des nausées. Et j'ai vu qu'il allait tomber. Alors je l'ai retenu, et j'ai appelé ceux qui étaient de garde. Le camarade s'est effondré. C'est terrible de voir ainsi celui qui a été si solide. Nous l'avons porté jusqu'au lit et avons commencé à lui faire des massages cardiaques et la respiration artificielle, mais il n'est pas revenu à lui. Tout fut si inattendu. Il n'a pas souffert : l'ennemi a même perdu ça. Même en ça, il ne lui a pas donné ce plaisir.

« Je me suis sentie triste, seule et désemparée, même si toute l'organisation me soutenait. »

La Jornada 10 novembre 2012
Traduction: Hélène Vaucelle
15 novembre 2012

Interview de Miguel Pascuas, commandant fondateur des FARC

Par Hernando Calvo Ospina

« Nous sommes ici afin de négocier une autre Colombie pour le plus grand nombre, pas pour nous rendre »

Il est arrivé, m'a serré la main et s'est assis à côté de moi. Il a commencé à boire un jus de fruits, levant parfois les yeux pour me regarder. Chacun de ses mouvements était silencieux. Je venais de terminer l'interview de Ricardo Tellez, plus connu sous le nom de Rodrigo Granda, l'un des chefs de la délégation des FARC dans les négociations avec le gouvernement colombien à La Havane. J'avais proposé à Tellez de m'aider à le convaincre de faire une interview. « Je vous le présente, et c'est lui qui décidera. Il n'a jamais donné d'interview de sa vie, et je crois qu'il n'a jamais été pris en photo », m'avait-il dit.

Je lui demande comment il se sent. « Bien, même si ma terre, ma forêt me manquent », me répond-il, ouvrant à peine la bouche, et il se remet à savourer son jus de fruits. Vraiment, cet homme est un paysan typique : réservé et avare de paroles devant les étrangers.

Miguel Angel Pascuas est né le 20


Miguel Ángel Pascuas Santos, alias 'Sargento Pascuas'

novembre 1940 dans la ville de Neiva, au sud du pays. Dès les débuts des années soixante, il entra dans la lutte guérillera. Il fut parmi les 52 hommes et les trois femmes qui, dans la région de Marquetalia au sud-ouest du pays, firent front à l'attaque de seize mille soldats assistés par des spécialistes étasuniens. Le 27 mai 1964, en plein assaut militaire, il fit partie des fondateurs des FARC, même si c'est seulement deux ans après qu'elles prendraient ce nom. « On dit que je suis le dernier membre des fondateurs qui reste en activité, mais il y a aussi Jaime Bustos. Il existe d'autres marquetaliens, mais ils se sont retirés pour cause de vieillesse ou de maladie. »

Cela fait 25 ans qu'il dirige le Sixième Front des FARC, l'un des plus actifs et des plus stratégiques. Il tient en échec les puissantes Forces Armées officielles, car il a réussi à porter la confrontation tout près de Cali, la troisième ville du pays.

Pour essayer de rompre son apparente indifférence, je lui dis que c'est la première fois de ma vie qu'il y a autant de dollars autour de moi. Les personnes présentes me regardent, intriguées. « Le gouvernement colombien offre plusieurs millions de dollars pour la tête de Tellez. Pour Pascuas, le Département d' État des États-Unis donne 2,5 millions, et le gouvernement colombien, un million ». Je remarque que Pascuas préfère regarder son jus de fruits et le remuer.

Je lui propose de l'interviewer. Avec une incroyable économie de mots, il me dit qu'il n'a pas grand-chose à raconter. J'insiste. Il accepte, mais à une seule condition : que ça se passe dans un lieu ouvert. Il ne veut pas s'enfermer dans un salon. « Je ne réussis toujours pas à m'habituer à dormir dans une chambre, ni dans ce lit. J'ai l'oreille très sensible, habituée aux bruits de la montagne. A l'aube, je n'entends pas le bruit des

Suite à la page (16)

Il n'existe aucun motif légitime ou moral pour maintenir ce blocus qui est ancré dans la Guerre froide

Intervention de Bruno Rodríguez Parrila, Ministre Des Relations extérieures de la République de Cuba, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le point 41 : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué Cuba par les États-Unis d'Amérique », New York, 13 novembre 2012

Monsieur le Président,

Je tiens, au nom du peuple et du gouvernement cubains, à réitérer mes plus sincères condoléances au gouvernement et au peuple des Etats Unis, à la ville de New York, aux populations directement touchées et, en particulier, aux proches des victimes pour les pertes humaines et les graves dommages matériels qu'a provoqués le cyclone Sandy.

J'exprime aussi mes condoléances aux gouvernements et aux peuples des Bahamas, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République dominicaine et du Canada pour ce même phénomène, ainsi qu'à ceux de Guatemala et du Mexique pour le récent tremblement de terre qui


Bruno Rodríguez Parrila, Ministre Des Relations extérieures de la République de Cuba, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies

Suite à la page (15)

Affaire Brandt

Suite de la page (7)
au numéro de sa Carte d'Identification Nationale 08-01-1949-04-00038. Elle l'a achetée du sieur Ronald APOLLON, identifié au No 003-818-698-4 qui agissait alors en qualité de mandataire des héritiers de feu Jeanty ELOI savoir, Levy JEANTY, Dieudonné JEANTY, Roland MASSENAT, Mathieu DESULME, Levelt VILVERT, sur la base d'un mandat enregistré, daté du 9 août 2001.

La vente a eu lieu en 2011 et est inscrite le 20 avril 2011 dans le registre des déclarations du Notaire Public Me Romuald ETIENNE, dont l'étude est située à Delmas 19, Rue Léonard # 10.

Selon un contrat de bail, Marie Elianne MOUSSIGNAC loue sa maison au sieur Ricot PIERRE-VAL pour la somme de cent cinq mille (105.000) gourdes pour une période de six (6) mois, allant du 8 octobre 2012 au 7 avril 2013. Au moment de la transaction, Ricot PIERRE-VAL s'est identifié par les numéros de sa carte d'identité et de son passeport, 004-988-964-7 et PP2663732. La transaction est faite par l'entremise de Rodfort JOSEPH alias Wilfort car, la propriétaire habite à Jérémie. Elle est la présidente de l'orphelinat Centre Perpétuel Secours, situé non loin du Commissariat de la ville.

Il convient de noter que Marie Elianne MOUSSIGNAC est mère de Johnny MOUSSIGNAC, un ancien policier qui a été tué par balles le 28 octobre 2006 non loin de cette maison.

De plus, la maison dont il s'agit est aussi utilisée pour les entraînements du gang.

V. Dénonciations et aveux dans le cadre de ce dossier

Les dénonciations et aveux consentis dans le cadre de ce dossier sont accablants.

- Le gang dirigé par Clifford H. BRANDT opère depuis plusieurs années et compte au moins treize (13) victimes.
- Certains individus arrêtés affirment qu'ils étaient au nombre de six (6) sur le coup alors que d'autres parlent de préférence d'une association de huit (8) individus. Ricot PIERRE-VAL ainsi que Jean BERNARD étaient chargés de surveiller les victimes. Ils ont été contactés par Clifford H. BRANDT. Ce dernier leur a déjà donné cinq cents (500) dollars américains et a promis de leur verser à chacun vingt mille (20.000) dollars américains après le versement de la rançon.
- A aucun moment, Clifford H. BRANDT ne comptait libérer ses victimes de peur que ces dernières ne puissent fournir les informations sur leur enlèvement et le lieu de leur séquestration. Il était donc planifié de les éliminer une fois la rançon empochée.
- L'association de Clifford H. BRANDT est impliquée aussi dans le trafic d'armes à feu. En ce sens, il envoie régulièrement de l'argent aux Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de nouvelles armes qu'il fait entrer au pays à l'intérieur de grands haut-parleurs.
- Carline RICHEMA a livré à la PNH un pistolet Zastava, de couleur noire et grise, modèle 99, calibre 9 mm, de série 13477 qui lui a été confié par son concubin, Ricot PIERRE-VAL. L'arme ainsi que d'autres documents ont été enterrés par Carline RICHEMA dans la maison de sa soeur, sise à la zone de Château Blond.

VI. Instruction du dossier par l'appareil judiciaire

Le dossier est transféré au Cabinet d'Instruction de la Juge Pierre Gabrielle DOMINGUE.

Si la plupart des individus arrêtés dans le cadre de ce dossier sont transférés aux Prisons Civiles de Port-au-Prince et de Pétion-ville, certains jouissent de traitements de faveur. En effet, le 25 octobre 2012, après avoir été auditionné par le Parquet près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, Clifford H. BRANDT est emmené au Commissariat de Carrefour avec, en sa possession, son portable.

Le 3 novembre 2012, lui et trois (3) de ses complices, savoir, Franck SINTERINE, Junior CHARLES et Ernst PIERRE sont transférés à la Prison Civile de la Croix des Bouquets une prison à peine inaugurée, appelée à recevoir les individus jugés coupables des crimes qui leur sont reprochés.

Le fait de placer ces quatre (4) présumés kidnappeurs à la Prison civile de la Croix des Bouquets semble banal. Mais pour ceux qui connaissent le système judiciaire haïtien, il s'agit là d'une situation troublante qui exige la vigilance de tous les citoyens haïtiens.

VII. Rappel sur le dossier de Stanley HANDAL

Le RNDDH souligne à l'attention de tous qu'un dossier similaire a débouché, en 2005, sur la libération des présumés kidnappeurs.

En effet, en août 2005, le nommé Nathanaël GENELUS, employé de la succursale de la UNIBANK de Damien est arrêté par la PNH et conduit au sous-commissariat de police de Delmas 62. Il est depuis porté disparu. L'inspecteur de police James BOURDEAU, responsable alors de ce sous-commissariat et d'autres policiers sont arrêtés sous l'inculpation d'avoir organisé le kidnapping et la disparition du caissier de la UNIBANK pour le compte de Stanley HANDAL, un riche homme d'affaires. Ce dernier est aussi arrêté.

Confié à un juge d'instruction alors président de l'Association Nationale des Magistrats Haïtiens (ANAMAH), ce dossier a rejoint le nombre d'affaires classées sans aucune mention. En effet, le Juge octroie le 30 décembre 2005, main levée du mandat d'écrou aux quatre (4) présumés kidnappeurs arrêtés dans le cadre de cet enlèvement suivi de disparition :

- Stanley HANDAL
- Wilfrid FRANÇOIS, A1
- Sony LAMBERT, A3
- Rénal CINEUS A4

A date, personne ne sait ce qu'il est advenu du dossier.

Commentaires et Recommandations

Les cas d'enlèvement et de séquestration contre rançon sont aujourd'hui monnaie courante dans le pays. Ils appauvrissent la population, notamment la classe moyenne et favorisent la fuite des ressources humaines vers des pays étrangers. En effet, de nombreuses victimes d'enlèvement suivi de séquestration contre rançon abandonnent le pays après leur libération. De plus, l'implication d'hommes d'affaires, avérée dans les dossiers de Nathanaël GENELUS et des frère et soeur MOSCOSO prouve que les enlèvements constituent des crimes hautement organisés avec des ramifications puissantes. En ce sens, le démantèlement complet et définitif du gang dirigé par Clifford H. BRANDT constitue une priorité et sera considéré comme un grand pas dans la lutte effective contre cette forme de criminalité qui ne cesse d'endeuiller la société haïtienne.

Si les autorités du pays qui détenaient les informations relatives au gang de Clifford H. BRANDT avaient rapidement passé les instructions à la DCPJ pour intervenir, le numéro II, Edner COME connu aussi sous le nom de Jackson TRAVELINO ainsi que plusieurs autres membres du gang seraient aujourd'hui sous les verrous.

Parallèlement, il est incompréhensible que seul le nom du Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique, Réginald DELVA ait été communiqué à l'institution judiciaire pour enquête alors que c'est lui-même qui a affirmé qu'une liste d'une vingtaine de personnalités haïtiennes à être enlevées et exécutées par le gang de Clifford H. BRANDT est en circulation.

De plus, en Haïti, les noms de personnalités civiles et politiques sont associés au trafic de la drogue, au blanchiment d'argent et à la criminalité financière. Les autorités policières et judiciaires doivent tout mettre en oeuvre en vue d'enquêter sur tous les cas de suspicion d'implication des citoyens dans ces crimes. Et, plus que jamais, les signes de richesse extérieurs d'agents de la PNH et de tous les fonctionnaires de l'Etat doivent faire l'objet d'enquêtes sérieuses.

Cette pratique d'autoriser les agents actifs de la PNH à s'adonner à des activités parallèles constitue un grand danger car, ils peuvent facilement être mis sous payroll de grands kidnappeurs et de grands chefs de gang. C'est aussi une situation sous le couvert de laquelle ils peuvent s'enrichir illicitement. Dans de telles circonstances, il est difficile d'assurer la moralité des troupes policières.

Dans une société où la Justice est aussi décriée, tous les délinquants doivent être traités de la même manière. Clifford H. BRANDT, Franck SINTERINE, Junior CHARLES et Ernst PIERRE ne sont pas les premiers kidnappeurs présumés, arrêtés dans le cadre d'une enquête. Tous ceux qui l'ont été avant eux, sont placés à la Prison Civile de Port-au-Prince. C'est aussi la place de Clifford H. BRANDT et de ses acolytes. Ils ne peuvent en aucun cas, bénéficier de traitements de faveur car cet état de fait suscite déjà de nombreuses inquiétudes quant à l'aboutissement du dossier à un procès juste et équitable.

Il convient de souligner que les dossiers de Clifford H. BRANDT et de Stanley HANDAL se ressemblent drôlement. En effet, dans les deux (2) cas, deux (2) hommes d'affaires sont à la tête de bandits lourdement armés dont des policiers en activité de service ainsi que d'anciens policiers. Ces gangs sont spécialisés notamment dans l'enlèvement suivi de séquestration contre rançon, le blanchiment d'argent, etc. En ce sens, le RNDDH redoute la réédition de l'affaire Stanley HANDAL dans le traitement de l'affaire BRANDT.

Enfin, le RNDDH met en garde les autorités politiques contre toutes démarches devant aboutir à la libération de Clifford H. BRANDT et de ses complices.

Fort de tout ce qui précède, le RNDDH recommande aux autorités judiciaires de :

1. Donner suite à l'enquête menée par la PNH ;

2. Démanteler une bonne fois pour toutes, le gang dirigé par Clifford H. BRANDT ;

3. Traduire par devant la juridiction de jugement tous les membres de ce gang ainsi que tous ceux qui sont impliqués dans l'enlèvement suivi de séquestration de Nicolas MOSCOSO et Coralie MOSCOSO ;

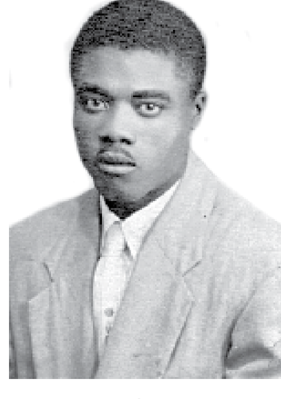
4. Instruire tous les dossiers criminels équitablement ;

5. Rouvrir l'enquête judiciaire sur le dossier de Stanley HANDAL et juger tous ceux qui étaient impliqués dans l'enlèvement suivi de la disparition de Nataël GENELUS ;

6. Mettre fin dans la pratique des activités parallèles des policiers actifs.

RNDDH: Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)

Décès De M. Jean Marc Vaval



M. Jean Marc Vaval est décédé le samedi 17 Novembre 2012 à 7:00 am à l'Hôpital Méthodist de Brooklyn à l'âge de 81 ans.

En cette douloureuse circonstance, nous envoyons nos sincères condoléances à:

Son épouse veuve Nena Franklin Vaval

Ses enfants: Mme Wisman Gédéon née Maulène Vaval, Mme Lesly Saint Leger née Nauzicaa Vaval, Mme Emanuel Saint Jean née Nina Vaval, Mme Magdalena Vaval, Mme Fritz Saint Jean née Martine Vaval, Ms. Edine Vaval et M. Marc Charles Vaval.

Ses petits enfants: Max Valery, Mafio Valery, Erick St. Jean, Andou St. Jean, Daniel St. Jean, David St. Jean, Arene St. Jean, Philippe St. Leger, Noel St. Leger, Samuel Gédéon, Tenicha Vaval, Marc Alain Vaval, Fabrice et Damaris Vaval.

Ses neveux et nièces: MM. Gerald et Fritz Paulémont, Mme Ideal Paulémont, M. Roger Franklin, Mme Carine Franklin, Margaly, Shella et Roger Jr. Franklin.

Aux familles: Vaval, Franklin, St. Jean, Valéry, Gédéon, St. Léger, Paulémont et à tous les autres parents et amis affectés par ce deuil.

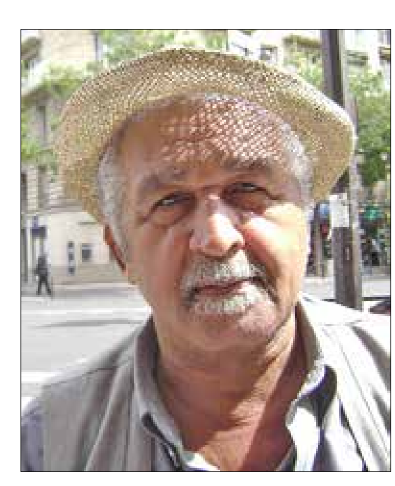
Les dépouilles mortelles seront exposées au salon funéraire de Andrew Torregrossa & Sons, Inc. au # 2265 Flatbush Avenue à Brooklyn, NY 11234, le vendredi 23 Novembre 2012 de 4:00 pm à 9:00 pm.

Les funérailles seront chantées à Église Baptiste d'Expression Française au # 209 Clermont Ave Brooklyn, NY 11205, le samedi 24 Novembre 2012 à 9:00 am.

Pour de plus amples informations, téléphonez au # 718-434-7281

Nous accusons !

Suite de la page (7)
France dédommagement pour la dette de l'indépendance qu'elle nous avait fait payer, les puissances impérialistes avaient fomenté une certaine opposition qu'elles ont soutenue économiquement et entraînée, et c'est dans ce contexte, comme ils l'ont écrit eux-mêmes, que « Des artistes et intellectuels haïtiens s'impliquent pour tenter d'arrêter la dégradation politique, économique et sociale en Haïti. A cet effet, une cinquantaine d'entre eux vient de fonder un regroupement appelé « Non », officiellement présenté à la presse le 20 novembre 2003.



Syto Cavé

Lionel Trouillot l'un des chefs de file de cette organisation d'apatrides avait fait savoir à Alterpresse, que les « écrivains, dramaturges, cinéastes, acteurs, peintres et musiciens se sont rassemblés pour dire non à « toute pratique du pouvoir pour entraver la liberté » et il ajouta : « Nous sommes solidaires de toutes les couches de la société qui réclament un changement de l'ordre des choses en Haïti »

Ainsi le 29 janvier 2004 soit un mois avant le coup d'état kidnapping qui ouvrit grandes les portes du pays aux forces impériales d'occupation française et américaine puis la Minustah, voici ce qu'avait écrit le Collectif NON et signé par Magalie Comeau Denis, Syto Cavé et Lyonel Trouillot pour déstabiliser le gouvernement d'alors : « Encore une fois, nous disons non. Des espaces jugés inviolables selon la Constitution et les conventions internationales sont systématiquement violés : les partis politiques, les églises, les écoles, les résidences privées, les universités et maintenant, les centres hospitaliers.

Des enfants sont manipulés et armés par le pouvoir lavalas. Des gaz lacrymogènes sont utilisés comme des bombes mortelles, telle celle qui a tué Lyonel Victor.

Non dit non ! Tout cela témoigne de la part de ce gouvernement du non-respect des normes démocratiques, d'un mépris absolu de la vie humaine et d'une totale insensibilité aux revendications de la population.

Encore une fois, nous disons non ! Ce pouvoir est archaïque, barbare, obscurantiste et criminel. Encore une fois, nous disons Non ! Avec tous les secteurs de la vie nationale, nous jugeons inqualifiable toute complicité avec ce pouvoir engagé dans une entreprise de violations systématiques des droits humains. Jusqu'où iront les forces répressives ? Jusqu'où ira ce pouvoir ? Jusqu'où ira la CARICOM ? Jusqu'où ira l'International dans l'acceptation de l'inacceptable ? »

Après le coup d'état du 29 février 2004, pour couronner le tout, au mois de mars, une foule en délire a déchouqué le musée de l'indépendance au Champ de mars, utilisant comme prétexte que le musée cachait des esprits diaboliques. Dans une lettre publiée le 29 décembre 2003, le collectif avait écrit ceci : « Devant l'urgence de la situation, le Collectif NON exhorte la presse internationale à soutenir la cause de la liberté en aidant à dévoiler les massacres perpétrés contre la population des Gonaïves et de Raboteau, avec la complicité active, tacite ou indifférente de certains gouvernements étrangers »

Alors, les actes et les actions du régime en place ne sont que la prolongation de tout ce qui avait commencé avant. Il est facile de comprendre la raison pour laquelle, à l'heure actuelle, cette classe d'hommes et de femmes est aux anges. En effet, on ne les entend plus faire la moindre déclaration. Donc pourquoi ce mutisme ? Est-ce du fait que pour eux tout est en de bonnes mains, pas de répressions, pas de gens qui meurent ?

Pour l'histoire et pour toux ceux qui sans doute ne seront pas présents pour célébrer le tricentenaire, tant qu'il nous sera donné de respirer nous ne cesserons jamais de publier cette liste d'apatrides qui au service du colonialisme avaient boycotté la célébration pour retourner Haiti aux colons. Revoici une liste (partielle) des noms des membres de ce sinistre Collectif Non :

- Claude-Henri Accacia
- Michel Accacia
- Gesner Armand
- Jean-Claude Bajeux
- Anthony Barbier
- Jessy Ewald Benoît
- Pierre Buteau
- Jean Casimir
- Georges Castera
- Suzy Castor
- Syto Cavé
- Amos Coulanges
- Jean Coulanges
- Magalie Comeau Denis
- Patrice-Michel Derenoncourt
- Max Dominique
- Frank Etienne
- Marie-Andrée Etienne
- Pierrot Exama
- Enock Charles Faustin
- Jude Charles Faustin
- Jean-Claude Fignolé
- Reynold Guerrier
- Michel Hector
- Reynold Henry
- Laennec Hurbon
- André Lafontant Joseph
- Frandley Denis Julien
- Dany Laferrière
- Yves Lafortune
- Yanick Lahens
- Ricardo Lefèvre
- Danièle Magloire
- Jessy Manigat-Chancy
- Daniel Marcelin
- Gérard Mathieu Junior
- Myriam Merlet
- Jean Metellus
- Marc-Ferl Morquette
- Jean Michel
- James Noel
- Raoul Peck
- Claude Pierre
- Michèle Pierre-Louis
- Vogly Pongnon
- Emelie Prophète
- Guy Régis Junior
- Jacques Roche
- Wooly Saint-Louis
- Paul Saint-Preux
- Amilcar Similien (Simil)
- Michel Soukar
- Evelyne Trouillot
- Michel Rolph Trouillot
- Lyonel Trouillot
- Gary Victor

Il n'existe aucun motif...

Suite de la page (13)

les a frappés.

Monsieur le Président,

Le 6 avril 1960, Lester D. Mallory, secrétaire d'État adjoint, avait défini de la manière la plus concise, la plus exacte et la plus durable qui soit les objectifs du blocus imposé à Cuba : il faut créer « le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques. […] …il faut mettre en pratique au plus vite tous les moyens possibles pour affaiblir la vie économique de Cuba […] en refusant à Cuba de l'argent et des livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. »

C'est à partir de cette vision que onze administrations étasuniennes ont suivi sans succès une politique inhumaine et anachronique sous les effets de laquelle sont nés 76 p. 100 des Cubains. Pourtant, notre pays n'a jamais été en état de guerre ni n'a réalisé d'actions hostiles contre les États-Unis, et n'a jamais permis que des actions terroristes y soient organisées contre le peuple étasunien.

En 2008, le candidat Obama avait enthousiasmé les Étasuniens par son énergie, ses origines et son slogan : « Oui, nous pouvons. » Trois mois après, désormais président, il avait annoncé « un nouveau départ avec Cuba » et affirmé : « Je crois que nous pouvons orienter les relations entre les États-Unis et Cuba dans une nouvelle direction et écrire un nouveau chapitre de rapprochement qui se poursuivra durant mon mandat. »

Or, de fait, ces quatre dernières années se sont caractérisées par une recrudescence persistante du blocus économique, commercial et financier, surtout dans ses dimensions extraterritoriales, bien que cette Assemblée générale ait voté, à une majorité grandissante et écrasante, un total de vingt résolutions consécutives réclamant la fin de cette politique.

La maintenir ne répond pas aux intérêts nationaux des États-Unis, au contraire : elle porte préjudice, surtout à cette époque de crise économique et de chômage élevé, aux intérêts de leurs citoyens et de leurs compagnies qui, d'après tous les sondages, demandent un changement de politique. Pourquoi restreindre les droits constitutionnels et civils et la liberté de déplacement des Étasuniens en leur interdisant de visiter notre île, alors qu'ils peuvent se rendre pourtant n'importe où dans le monde, et jusque dans les pays auxquels leur gouvernement fait la guerre ?

Pourquoi renoncer à un nouveau marché de onze millions de personnes ? Pourquoi continuer de dépenser des centaines de millions de dollars, tirés de la poche des contribuables, pour semer, d'une manière tout aussi illégale qu'inutile, la subversion à Cuba ? Pourquoi détériorer ses relations avec d'autres États, alliés y compris, en appliquant des mesures extraterritoriales qui violent

Suite à la page (18)

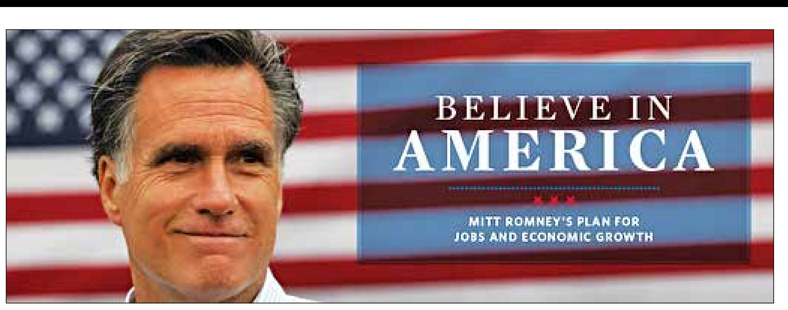
Suite de la page (12)

continu qu'ont entretenu les médias sur l'égalité de chance entre les deux candidats, les plus experts des curieux savaient tout au long de la campagne qu'Obama avait une proportion de 70% contre 30% de chance de gagner l'élection. Cette probabilité statistique est sortie du modèle mathématique développé par Nate Silver, un mathématicien et écrivain de 34 ans, qui a commencé sa carrière d'oracle en pronostiquant le résultat des matches de baseball. Il avait prédit, avec une précision remarquable, le résultat de l'élection présidentielle de 2008 dans 49 états, excepté Indiana. Durant l'élection de 2012, il est devenu une sorte de Paul le poulpe humain,** à la seule différence que contrairement à Paul le poulpe dont la méthodologie privilégiait l'instinct, Nate Silver lui étudie les composantes et tendances démographiques, les intérêts de groupe, le recensement et les motivateurs idéologico-émotifs, bref le même matériel qu'étudient David Axelrod et David Plouffe, les deux principaux stratégistes d'Obama.

En fait, ceux-ci reprennent le même modèle suivi depuis 2008 qui est basé sur l'observation que la société étatsunienne a changé profondément. Est désormais révolu le temps où la majorité et une pluralité de Blancs décident l'élection du président. Aujourd'hui, en dehors de la coalition noire-blanche sur laquelle le Parti démocrate a compté pour prendre le pouvoir durant les derniers 50 ans, il y a une nouvelle coalition composée des Noirs, des Latinos, des femmes blanches ayant une éducation universitaire, des Asiatiques, des LGBT (lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transsexuels) et des jeunes. C'est cette coalition qui avait voté Obama en 2008, sa réélection a vérifié et confirmé la force potentielle de cette coalition pour remodeler la société étatsunienne.

Conclusion

Finalement le ticket Obama-Biden aura été réélu par une impressionnante majorité à la fois des voix populaires (50.6% contre 47.9%) et des délégués au Collège Électoral (332 contre 206). Il a reçu 93% des voix des Noirs, 73% des Asiatiques, 71% des Latinos, 62% des femmes et 39% des hommes blancs (a peu près la même proportion que Al Gore en 2000 et John Kerry en 2004).



Obama, en tant que personne humaine réelle, a été le catalyseur principal dans la présentation de son drame

La réalité étatsunienne étant ce qu'elle est, sa politique reflète cette réalité. On se perdra dans l'insignifiance ou la marginalité si on ne tient pas compte de cela. Le rapport de force se joue dans ce paramètre. Et il concerne des gens réels qui luttent pour l'y apprivoiser ou simplement survivre. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'émotion profonde que manifeste une bonne partie de la population pour la réélection de ce président, un Noir qui se réclame de la tradition de lutte pour les droits civils, mais qui représente également les intérêts d'autres grands décideurs du système. Cette contradiction d'intérêts a été mise en évidence durant les premiers quatre ans de l'administration Obama, et continuera sans doute dans les quatre prochains.

En effet, même si l'élection de Mitt Romney nous aurait beaucoup déplu par sa vérification de la puissance de l'arrogance personnelle, alliée à la force de financement des grandes corporations, pour soutirer une présidence aussi importante que celle des États-Unis, nous ne partageons guère l'euphorie de ceux qui croient qu'Obama puisse faire plus que lui permet le système capitaliste et impérialiste dominant dont il est le serviteur et le défenseur. Un rôle auquel il n'a jamais renoncé.

Vue dans le contexte de la réalité étatsunienne, la réélection d'Obama, même quand elle empêche le phénomène de pourrissement qui favorise une révolution, signifie aussi un avancement dans la tradition de lutte du peuple étatsunien pour l'égalité politique, ne serait-ce que dans la grande force symbolique qu'elle représente.

Bien entendu, au-delà du symbole il y a la réalité. Obama restera-t-il obsédé par la conciliation avec les républicains, au lieu de pousser pour la réalisation du programme d'aide à l'éducation, à la main d'oeuvre en chômage, aux classes moyennes rétrécies et aux démunis en général ? Choisira-t-il, comme déjà l'y poussent les républicains au Congrès, le faux impératif de la réduction de la dette nationale, ou bien poursuivra-t-il une politique rigoureuse et progressiste de relance de l'économie par voie de l'investissement étatique dans les travaux infrastructurels comme la construction de routes, de ponts, d'écoles et d'hôpitaux ? Poussera-t-il pour la couverture médicale universelle garantie par l'État, ou tout au moins pour l'adoption de l'Option Publique qui offre une vraie compétition aux compagnies d'assurance ? Poussera-t-il pour la réforme de l'immigration en incluant les travailleurs et les jeunes non-documentés dans un processus de légalisation générale ? Soutiendra-t-il l'appel pour le retrait de la MINUSTAH en Haïti, un objectif d'une grande importance pour Haïti ? Recourra-t-il à son autorité pour mettre fin à l'embargo contre Cuba et fermer Guantanamo ou bien continuera-t-il à se déférer aux réactionnaires anti-cubains au Congrès ? Cherchera-t-il un processus de paix avec l'Iran ou bien se laissera-t-il manipuler par les Israéliens et les néocons (qui reprennent influence à Washington) pour attaquer l'Iran ? Protégera-t-il l'intégrité de l'écosystème par une politique rigoureuse de conservation de l'environnement ou bien se laissera-t-il guider par les impératifs économiques des grandes transnationales ? Ce sont autant de questions qui demandent des réponses concrètes de la part de l'administration d'Obama.

Obama, en tant que personne humaine réelle, a été le catalyseur principal dans la présentation de son drame. Il est le meilleur articulateur de son histoire, comme on l'a vu dans son livre *Dreams From my Father,* un chef d'oeuvre d'autobiographie politique. Beaucoup de ses supporteurs, comme témoignent les résultats de vote, ont gardé leur confiance en lui, particulièrement les jeunes dont on estimait faussement qu'ils allaient l'abandonner.

Dans le domaine de la politique étrangère, à part les convulsions dans les pays arabes, des crises latentes attendent à l'horizon, comme le programme nucléaire iranien, l'intransigeance israélienne, la crise financière européenne, l'indépendance latino-américaine, l'émergence asiatique, etc.

Je doute qu'Obama puisse jamais regagner le capital moral que l'opinion mondiale lui a initialement réservé au début de sa présidence comme témoigne sa nomination pour le prix Nobel (même s'il le contredit en annonçant une semaine plus tard l'escalade en Afghanistan). Brutus a tué César, cela fait-il sa gloire ? Je ne le crois pas. Barack Hussein Obama a tué Bin Laden et Mohamed Khadafi, cela fait-il sa gloire ? Je ne le crois nullement, surtout pas dans sa représentation comme un héros du tiers-monde. Je parie qu'il aura failli l'objectif, non pas par l'absence de volonté, mais par excès de zèle et contradiction de loyauté...

Le narratif obamayen est une histoire intéressante pour la mythologie contemporaine, mais sa présidence est vécue dans un temps réel, parmi des millions d'Étatsuniens et non-Étatsuniens, dans un monde réel. Il sera jugé par l'histoire pour ses actions en tant que président, pas pour ses dons d'autobiographe.

On n'avait pas fini de compter les scrutins que le leadership républicain au Congrès menaçait déjà Obama d'obstruction dans les pourparlers pour balancer le budget. En reconduisant la majorité républicaine à la Chambre des représentants, même si avec moins de voix, l'élection n'a guère changé le statu quo. Mais Obama a le mandat pour agir à cause de la majorité décisive qui l'a élu. Il aura abusé de la confiance des votants s'il perd son temps dans la quête d'entente avec les républicains. Malgré ses contraintes constitutionnelles, il a beaucoup de pouvoir moral et matériel pour accomplir des merveilles, au moins pour aider les pauvres, les classes moyennes et les familles nécessiteuses si tels sont ses désirs et sa volonté. C'est la responsabilité personnelle de l'engagement.

Tontongi

(Rédacteur en chef de la revue *Tanbou*)

* Cf. Howard Zinn, *A People History of the United States,* édition Harper Perrenial, 1980. Notre traduction de l'anglais.

** En référence au poulpe du nom de Paul qui a pronostiqué le résultat des matchs de l'équipe allemande lors du championnat de football de la coupe d'Europe de 2008 et de la coupe mondiale de 2010.

Suite de la page (9)

brought to Haiti." The editorial criticizes the UN for "foot dragging" on the legal action against it that seeks measures to halt the spread of cholera. On Nov. 17, 2012, the *New York Times* published an article on Sandy's impact on Haiti, reporting that "three weeks after the hurricane's deluge, Haiti, still struggling to recover from the earthquake in January 2010, is facing its biggest blow to reconstruction and slipping deeper into crisis, United Nations and government officials say, with hundreds of thousands of others at risk of hunger or malnutrition."

* Nearly half of the structures in Port au Prince were rendered unsafe to inhabit by the 2010 earthquake. Many of the people who left earthquake survivor camps moved back into these damaged homes. UN agencies do not track what happens to those who have left camps.

Suite de la page (13)

petits animaux de la forêt, seulement celui des voitures qui passent, et ça me perturbe. Quand je suis dans le paramo [plaine d'altitude], je me couche sur les feuilles du frailejón [plante à feuilles velues poussant dans le paramo] et sur d'autres herbes. Et si c'est dans une zone chaude, j'utilise un hamac et une moustiquaire. Toujours en plein air. Vous ne pouvez pas imaginer la tranquillité qui règne dans la forêt, dans la campagne ». Je lui réponds que je ne peux l'imaginer, et que les moustiques me font paniquer, même si j'ai été élevé dans un quartier très pauvre qui en était infesté. J'arrive à lui tirer un sourire avec ça, même si je crois plutôt qu'il se moque de moi. En tout cas, il en résulte qu'il accepte de parler avec moi quelques jours plus tard.

« Je lutterai et lutterai pour la prise du pouvoir, tant que la santé et la vie me le permettent. Nous voulions que ce soit par la voie politique, et c'est pour cela que nous avons insisté pour dialoguer avec le gouvernement. Si seulement nous avions pu former un parti politique sans qu'ils nous tuent, comme ils l'ont fait avec l'Union Patriotique. Rappelez-vous qu'ils ont assassiné environ cinq mille de nos compañeros et compañeras. Alors nous avons dû renforcer le côté militaire. Dans les négociations actuelles, nous ne pouvons refaire les erreurs que nous avons commises durant celles menées dans la région du Caguan, au sud de la Colombie [entre 1998 et 2002]. Notre élan militaire était fort avant le Caguan, et nous avions réussi à occasionner de grandes défaites à l'ennemi. Lors de ces dialogues, nous avons fait confiance, et quand ils ont été rompus, l'ennemi a lancé l'assaut avec une grande force puisqu'il s'était préparé à la guerre. C'était au moment de ce qu'on a appelé le Plan Colombie, dirigé et armé par les gringos sous le prétexte de la guerre au narcotrafic, mais pour en finir avec nous, en fait. Mais on s'adapte aux nouvelles tactiques et aux stratégies de l'ennemi. Après chaque combat ou bombardement nous en faisons l'analyse pour décider de la façon de répondre et d'avancer.

« Qu'est-ce-que je ressens à être l'un des hommes les plus pourchassés ? Je me sens très bien. Je n'ai pas peur, parce que je suis déjà habitué. Parfois, à cause de l'âge, ma santé me contrarie, mais pour diriger je n'ai pas de problème. Je n'ai jamais été blessé, c'est pour ça que je me considère très chanceux car j'ai participé à beaucoup de combats et de prises de villes. J'ai vu mourir des compañeros et des compañeras. J'ai dû les porter et les enterrer pour que l'ennemi ne s'empare pas des cadavres et ne fasse la fête, ni de la publicité avec. Parfois, j'ai dû dormir à leur côté jusqu'à ce que l'ennemi s'éloigne. En plusieurs occasions, j'ai dû rester caché plusieurs jours, alors que l'armée était très proche, tout en cherchant comment sortir de l'encerclement avec ma troupe.

« Quand j'entends qu'on nous traite de terroristes, ça ne me fait rien, parce qu'on sait que nous sommes en lutte pour une cause juste. Il est certain que la population civile souffre de cette guerre, même si nous essayons de la protéger. L'armée dit que nous nous abritons parmi la population civile, mais si seulement ils disaient la vérité : quand nous les harcelons, ils se cachent dans les écoles, les maisons et les hôpitaux. Ce sont des lâches. Ce n'est pas nous qui construisons les postes de police et militaires à l'intérieur des villages.

« Malheureusement, la guerre se rapproche chaque jour des zones très peuplées, des villes. L'armée exerce sa répression et tue les habitants parce qu'elle dit qu'ils collaborent avec nous. Les gens voient notre arrivée d'un bon œil, oui, mais ils craignent la répression de l'armée. En vérité, si nous avons réussi à arriver aussi près des grandes villes, comme Cali, c'est parce que nous ne sommes pas des terroristes ; c'est parce qu'une partie importante de la population est de notre côté, sans être combattante. Il est impossible d'avancer dans la guerre révolutionnaire sans le travail politique avec la population, sans la maîtrise du terrain.

« Une semaine avant de partir à la Havane, l'armée m'a assiégé pour tenter de me capturer ou de me tuer. C'était dans la zone où je devais rencontrer les représentants de Cuba et de la Croix Rouge Internationale qui allaient me transférer. Quand l'hélicoptère est arrivé avec eux, nous avons pris toutes les précautions, car l'armée pouvait de nouveau imiter les emblèmes de la Croix Rouge, comme elle l'a déjà fait pour récupérer Ingrid Betancourt, même si c'est considéré comme un crime de guerre. Cet État ne peut pas agir proprement, bien que d'autres pays soient garants.

« Figurez-vous que pour sortir du pays vers Cuba et aller ensuite à Oslo entamer les discussions, le gouvernement a demandé à Interpol de retirer les mandats d'arrêts internationaux qui pèsent sur plusieurs d'entre nous. Au retour d'Oslo, le gouvernement a demandé à nouveau notre capture : il n'y a qu'à Cuba et en Norvège que ça n'est pas effectif. Est-ce que c'est logique ? Est-ce-que c'est honnête face aux pays garants de ce processus ?

« Je connais bien l'ennemi et son maître, les États-Unis. Ils veulent uniquement nous mettre à genoux, mais ils n'y parviendront pas. Nous sommes ici afin de négocier une autre Colombie pour le plus grand nombre, pas pour nous rendre ou nous vendre. Soyez sûr qu'ils n'y arriveront pas. Pourvu que les intentions du gouvernement soient sincères et que nous puissions parvenir à des accords nous mettant sur le chemin d'un dialogue pour la paix et la justice sociale. »

16 novembre 2012
Traduction : Hélène Vaucelle

Suite de la page (8)

à l'économie de marché – ce qui renverserait les avancées de ces dernières deux années.»

Les forces de la MINUSTAH soutiennent le règne de plus en plus despotique et impopulaire de Martelly. Ce dernier a commencé à s'en prendre à des militants et à des mouvements progressistes. Il a par exemple mené des manœuvres d'intimidation contre l'avocat Mario Joseph du Bureau des Avocats internationaux.

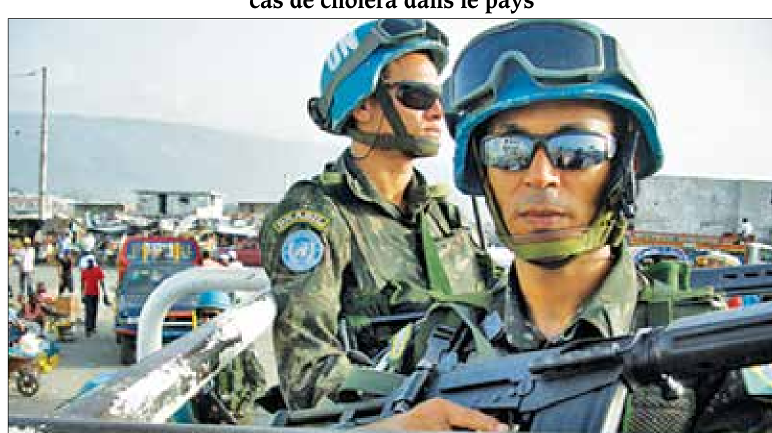
Joseph est devenu une cible après avoir tenté en vain d'attenter un procès contre l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier pour crimes contre l'humanité. Il a également demandé une enquête par la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur «la dégradation des droits humains en Haïti et le mépris à leur égard».

Alors que les troupes de la MINUSTAH patrouillent le pays et soutiennent l'administration Martelly, les Etats-Unis sont revenus au programme néolibéral – qu'ils avaient déjà échoué à appliquer précédemment – visant à transformer Haïti en une zone franche de sous-traitance pour l'exportation. Bill Clinton a rejoint le président Martelly et l'ex-président René Préval pour inaugurer le nouvel atelier d'hyper-exploitation baptisé du nom de « parc industriel Caracol» près de la ville du nord de Cap-Hatien.

Ils ont promis que le parc créerait 65'000 nouveaux emplois, mais dans un pays où le chômage est estimé à 60%, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Le magnat sud-coréen du textile, Sae-A Trading Co. Ltd, a été le premier à investir le parc. Il a fermé ses ateliers au Guatemala, où les coûts du travail ont augmenté, pour ouvrir ce nouvel atelier en Haïti.



Avec l'eau de crue qui inonde un pays qui manque d'infrastructures sanitaires de base, les épidémiologistes craignent une recrudescence des cas de choléra dans le pays



Les forces de la MINUSTAH soutiennent le règne de plus en plus despotique et impopulaire de Martelly

Cette entreprise n'a pas eu besoin d'investir de l'argent dans ce projet. Deborah Sontag a rapporté dans le New York Times: «Grâce à un arrangement que la secrétaire d'Etat Hillary Rodham Clinton a aidé à négocier, Sae-A peut bénéficier d'exonérations d'impôt, d'un accès de type hors taxe au marché des Etats-Unis, d'une abondante main-d'œuvre bon marché, de hangars, d'une centrale électrique, d'un nouveau port et d'une résidence pour expatriés, équipée de frigos spéciaux pour kimchi.»

Sea-A s'est également assuré que l'accord comporte des clauses de désengagement qui lui permettraient de liquider ses opérations si ses coûts (c'est-à-dire les salaires) augmentaient ou si les conditions devaient se déstabiliser (c'est-à-dire s'il y avait des luttes syndicales).

Des protecteurs de l'environnement ont critiqué le projet qui empêche le développement agricole sur le terrain fertile qu'occupe le parc tout en menaçant l'écosystème fragile de la Baie de Caracol. Des militants syndicaux ont rapporté que Sae-A s'est montré peu disposé à payer même le salaire minimum de l'Etat de 5 dollars par jour dans ses autres opérations dans le pays.

Mais les Clinton, les politiciens haïtiens qui sont leurs marionnettes, les capitalistes et malheureusement l'acteur Sean Penn ont tous été heureux d'annoncer que Sae-A venait d'expédier sa première commande de 67'000 tee-shirts à Wal-Mart. Bill Clinton a célébré cet événement comme étant «le début de la floraison du nord d'Haïti dans tous les secteurs économiques» et il a déclaré que ce serait «l'ancre économique de la région».

En réalité ce parc industriel est une corde néolibérale autour du cou d'Haïti. Il est un exemple de ce que Naomi Klein a appelé le «capitalisme du désastre», où les entreprises tirent profit des désastres naturels et non naturels pour réorganiser des économies pour leur propre profit.

Ce programme néolibéral ne répond pas aux besoins criants de la majorité paysanne du pays mais va plutôt piéger les travailleurs urbains dans des ateliers qui ne paient pas un salaire suffisant pour vivre. Comme l'a souligné l'universitaire haïtien Alex Dupuy: «Cela correspond à une attitude "Been there, done that". Il ne s'agit pas d'une stratégie destinée à permettre à Haïti d'entamer un développement durable… La seule raison qui incite ces industries à venir en Haïti, c'est que ce pays a les salaires les plus bas de la région.»

Les puissances impérialistes, les Nations Unies et les ONG qui sont leurs alliés n'ont pas seulement échoué en Haïti; ils ont créé des conditions sociales qui ont permis aux catastrophes naturelles comme ce tremblement de terre et l'ouragan Sandy de devenir des catastrophes sociales. Le seul espoir au milieu de cette horreur est le mouvement de résistance qui s'est manifesté au cours de cette dernière année: des étudiants, des enseignants, des travailleurs et des paysans haïtiens ont protesté contre l'occupation par les Nations Unies, contre le gouvernement de Martelly et contre leurs conditions de vie déplorables.

Socialist Worker 8 novembre 2012
Traduction A l'Encontre 13 novembre 201

Soros tente de relativiser le jihadisme en Syrie

L'International Crisis Group publie une étude sur l'influence jihadiste au sein de l'opposition armée syrienne.

Le think tank de George Soros admet qu'« il est devenu pratiquement impossible de nier l'existence et l'influence d'un mouvement qui est devenu beaucoup plus visible et affirmé » (p. 32). Par conséquent, il s'attache à décrire sa présence pour mieux minimiser son influence et maintenir le mythe d'une « révolution démocratique ».


George Soros

Sa thèse principale est que cette influence « a été prématurément et exagérément mise en évidence par le régime », mais qu'elle est devenue aujourd'hui « irréfutable » (p. i). Reste à expliquer pourquoi ce qui aurait été faux hier serait devenu vrai aujourd'hui : l'opposition se serait radicalisée religieusement au fur et à mesure que la perspective de renversement du régime s'est éloignée.

Cette théorie est contredite par les faits : dès les premiers jours de la lutte armée, les combattants ont essayé de créer un Émirat islamique à Dera. Après plusieurs tentatives avortées, ils sont enfin parvenus à créer l'Émirat islamique de Baba Amr (Homs), qui fut l'épisode principal de leur guerre et sa réussite la plus médiatisée dans le monde. Tous ces événements sont passés sous silence par l'ICG.

De même l'ICG, relativise l'influence du sectarisme religieux en s'appuyant sur divers communiqués ou déclarations des leaders de l'opposition armée. Leur langue de bois n'est évidemment pas représentative. L'ICG occulte les manifestations anti-Assad : on peut y observer que la seule et unique personnalité qu'elles acclament est le cheikh Adnan al-Arour, connu pour ses diatribes contre les « ennemis de Dieu » (toutes les minorités religieuses).

Quoi qu'il en soit, l'étude de l'International Crisis Group vise à préparer la classe médiatique à un virage politique. Si les États-Unis cessent leur soutien à la révolution syrienne, ce n'est pas parce qu'ils ont échoué à renverser l'État syrien, mais parce que cette révolution a été prise en otage par des jihadistes.

Il n'est pas inutile de rappeler que Lakhdar Brahimi (actuel envoyé spécial des secrétaires généraux de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie) est ancien administrateur de l'ICG dont il est resté « conseiller ».

Réseau Voltaire
11 novembre 2012

Gaza : un journaliste de la BBC perd son bébé dans un raid israélien


Jihad Misharawi, un journaliste de la BBC qui vit à Gaza, porte dans ses bras le corps sans vie de son enfant, âgé de 11 mois, à l'hôpital al-Shifa de la ville de Gaza

Un journaliste de la BBC, qui vit dans la bande de Gaza, a vu sa maison touchée par une frappe aérienne d'Israël mercredi dernier. Son fils de 11 mois et sa belle-soeur sont décédés. L'image a fait la Une du Washington Post. Jihad Misharawi, un journaliste de la BBC qui vit à Gaza, porte dans ses bras le corps sans vie de son enfant, âgé de 11 mois, à l'hôpital al-Shifa de la ville de Gaza.

Les tirs aériens menés par Israël, mercredi dans la bande de Gaza, ont touché la quatrième chambre de la maison de Jihad Misharawi, tuant son fils, a rapporté le chef du bureau consacré au Moyen-Orient de la BBC, Paul Danahar.

La belle-soeur du journaliste palestinien est également décédée, et son frère blessé. Les images de la maison ravagée par la frappe israëlienne ont été diffusées par le média britannique. On y voit notamment le plafond de la pièce perforé par la roquette.

Jon Williams, le rédacteur en chef de la BBC, a exprimé hier sa solidarité dans un note adressée aux journalistes en Palestine : "Nos pensées sont avec Jihad et le reste de l'équipe de Gaza". Il s'est en outre estimé chanceux "d'avoir une équipe aussi engagée et courageuse là-bas." La tragédie qui s'est produite est pour lui "un cruel rappel des dangers auxquels font face beaucoup de nos collègues."

Après avoir accompagné quelques heures son collègue endeuillé, Paul Danahar s'est dit révolté par ce meurtre absurde. Sur Twitter il a écrit : "La question que l'on doit se poser ici est : si Israël peut tuer un homme se déplaçant en moto (comme il l'a fait le mois dernier), comment le fils de Jihad a-t-il pu être tué ?".

L'EXPRESS 16 novembre 2012

Des manifestations de masse en Espagne, au Portugal, en Italie pour protester contre l'austérité et le chômage !

Des centaines de milliers de travailleurs sont descendus mercredi 14 novembre dans les rues d'un certain nombre de pays européens pour manifester contre un chômage en forte augmentation et les mesures d'austérité dictées par l'Union européenne et le Fonds monétaire International.

Des grèves générales en Espagne et au Portugal ont paralysé le transport public en occasionnant la fermeture de nombreuses entreprises et écoles. Les compagnies aériennes ont été touchées par le débrayage et des centaines de vols ont été annulés. Les syndicats des deux pays ont affirmé que des millions de travailleurs ont participé aux grèves.

La grève a officiellement débuté à minuit en Espagne, mais les manifestants étaient déjà descendus dans les rues mardi soir. A Madrid, des manifestants en colère se sont heurtés à la police dans bon nombre d'endroits.



À Paris, le rassemblement n'a attiré qu'une foule relativement petite de 5.000 travailleurs

La police a attaqué des piquets de grève au dépôt de bus de Madrid où des travailleurs tentaient d'empêcher les bus de sortir du dépôt. Dans le centre de la capitale, la police anti-émeute a tiré des balles en caoutchouc et matraqué les manifestants pour dégager la Plaza de Cibeles.

Lors d'un affrontement antérieur, la police a repoussé à coups de matraque des centaines de jeunes manifestants pour empêcher qu'ils ne bloquent l'avenue Gran Via avoisinante. Des manifestants ont réagi en scandant « Abus de pouvoir » et « Plus d'éducation, moins de policiers ». Selon des porte parole officiels, la police a arrêté 82 manifestants dans tout le pays et 34 personnes ont été soignées pour leurs blessures.

Au Portugal, les manifestants sont descendus dans les rues aux premières heures du matin en brandissant des banderoles dénonçant l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE). Selon les chiffres publiés mercredi, le chômage a atteint un taux de record de 15,8 pour cent dans le pays et l'on s'attend à ce qu'il continue de monter dans les mois à venir.

Suite à la page (18)



Pétitions d'indépendance dans des Etats Fédérés de USA

Par Kaitlin Funaro

À peine une semaine après son élection, Barack Obama reçoit déjà des plaintes. Ils sont actuellement 100 000 à avoir signé une pétition afin de réclamer leur indépendance des États-Unis. Les Usaméricains mécontents de l'issue de l'élection présidentielle du 6 novembre inondent désormais la Maison Blanche de requêtes pour demander l'indépendance de leur État des États-Unis.

Déjà 100 000 indépendantistes signataires

Une pétition, signée par plus de 100 000 personnes, a été publiée sur la rubrique « Nous le Peuple » du site de la Maison Blanche, révèle la BBC. Ces pétitions sont issues d'une vingtaine d'États, si la plupart sont traditionnellement républicains, de nombreuses pétitions proviennent également du Nord-Est, généralement acquis aux démocrates.

Dans l'ensemble, les pétitions ont été déposées pour l'Alabama, l'Arkansas, le Colorado, la Floride, la Géorgie, l'Indiana, le Kentucky, la Louisiane, le Michigan, le Mississippi, le Missouri, le Montana, le New Jersey, New York, la Caroline du Nord, le Dakota du Nord, l'Oregon, la Caroline du Sud, le Tennessee et le Texas.

Selon la Déclaration d'indépendance de 1776…

Le Washington Post indique que la majorité des pétitions commencent ainsi :

« Comme les Pères fondateurs l'ont inscrit, lisiblement, dans la Déclaration d'Indépendance de 1776 : « Lorsque dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.[…] Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement […] »

Le Texas, chef de file des indépendantistes

Le Texas est plus précis dans sa requête et invoque des « violations

Suite à la page (18)

Suite de la page (15)

le droit international ? Pourquoi aller à contre-courant de l'approche qui anime ses rapports économiques croissants avec des États à système politique différent ?

Le blocus lèse aussi les intérêts légitimes et discrimine l'émigration cubaine installée dans ce pays et dont la grande majorité est favorable à la normalisation des rapports avec sa nation. Il ôte de la crédibilité à la politique extérieure des États-Unis, provoque son isolement, leur fait appliquer des deux poids-deux mesures coûteux, ne leur a pas permis d'atteindre en cinquante ans les fins qu'ils poursuivent et représente un écueil insurmontable dans leurs relations toujours plus inconfortables avec l'Amérique latine et les Caraïbes. S'il levait ce blocus, le gouvernement étasunien éviterait un discrédit accru de ses politiques humanitaires et cesserait d'être un violateur impénitent des droits humains des Cubains.

Ce même gouvernement pourrait s'abstenir d'inscrire notre État sur ses listes illégitimes, comme celle qui nous qualifie de parrain du terrorisme, dans le seul but de justifier des mesures additionnelles contre nos transactions financières, ce qui sape l'efficacité et la crédibilité de la lutte internationale contre ce terrible fléau.

Il n'existe aucun motif légitime ou moral pour maintenir ce blocus ancré dans la Guerre froide. Il reste la seule arme d'une minorité toujours plus étriquée, isolée, violente et arrogante qui en fait son miel électoral, qui méprise les réclamations de la majorité et se refuse à accepter la volonté incoercible des Cubains de décider de leurs destinées.

Monsieur le Président,

Le recours à une rhétorique moins stridente et moins menaçante et l'application de mesures partielles visant à assouplir les voyages des Cubains et à en faciliter certains autres de nature universitaire, scientifique et culturelle ne sauraient pourtant occulter le fait que l'administration Obama a durci le blocus ces quatre dernières années.

Le rapport du Secrétaire général, auquel une quantité significative de délégations et d'institutions spécialisées ici présentes ont contribué, atteste largement des préjudices multiples et divers causés non seulement à mon pays mais aussi à de nombreux gouvernements ici representés.

Ainsi, en novembre 2011, le département du Trésor a infligé une amende de 175 000 dollars à la succursale newyorkaise de la banque allemande Commerzbank pour avoir servi de consultante et de garante d'une personne naturelle cubaine dans le paiement à une compagnie canadienne.

En juin 2012, le département de la Justice a infligé une amende de 619 millions de dollars à la banque hollandaise ING pour prétendues violations du régime de sanctions imposées à Cuba et à d'autres pays. C'est là l'amende la plus lourde jamais infligée dans l'histoire à une banque étrangère.

Abordant ce fait insolite, M. Adam Szubin, directeur de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), rattaché au département du Trésor, l'a justifié sur un ton menaçant : « Les sanctions légales reflètent nos principaux intérêts en matière de sécurité nationale et de politique extérieure, et l'OFAC les applique largement. Ce paiement historique doit servir d'avertissement clair à quiconque prétendrait tourner les prohibitions des États-Unis. »

Durant la première administration du président Obama, ces amendes se sont chiffrées à 2 259 732 000 dollars, soit le double de deux mandats de George W. Bush !

L'application du blocus dépasse toutes les bornes concevables : en décembre 2011, l'hôtel Hilton de Trinité-et-Tobago, propriété de ce pays et sous contrat de gérance avec la chaîne du même nom, a reçu des ordres catégoriques de l'OFAC d'interdire la tenue dans ses salons de la Quatrième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de Cuba, ce qui a soulevé un tollé international et a constitué de l'irrespect à l'égard de toutes les nations caribéennes et de la communauté internationale.

En juillet 2012, deux directeurs de la filiale française de l'agence de voyage Carlson Wagon-lit Travel (CWT) ont été licenciés pour avoir vendu des voyages organisés vers Cuba. La société court le risque de devoir payer une amende de 38 000 dollars pour chaque voyage vendu.

Le 10 mai 2012, moins d'un an après avoir octroyé les premières autorisations, bien que très limitées, concernant des voyages d'Étasuniens « à des fins éducationnelles pour des échanges peuple à peuple », le département du Trésor a interdit les excursions à des sites de loisirs et les transactions financières en rapport avec les activités touristiques, et promulgué de nouvelles mesures encore plus restrictives pour pouvoir vérifier que les itinéraires et les programmes s'ajustaient bien à la politique établie contre Cuba. Et il a annoncé en même temps que la violation de ces restrictions serait punie d'amendes jusqu'à 65 000 dollars et de la suppression des autorisations.

Monsieur le Président,

Les dommages humains causés par le blocus sont immenses et incalculables : ce sont des souffrances, des pénuries, des difficultés qui touchent chaque famille, chaque fille et chaque garçon, chaque femme et chaque homme, chaque invalide, chaque personne âgée, chaque malade.

L'hôpital cardiologique pédiatrique William Soler ne dispose pas du Levosimendan, un médicament qui sert à traiter les problèmes cardiaques associés à la capacité de conctraction du cœur chez les petits enfants, parce qu'il est produit par les laboratoires Abbott qui a refusé de le livrer.

Le service de chirurgie cardiovasculaire de cet hôpital traite tous les ans de cent à cent dix enfants de moins d'un an qui, dans 95 p. 100 des cas, ont besoin d'un supplément nutritionnel pour pouvoir être soumis à une intervention garantissant un meilleur pronostic. Notre pays n'a pas accès aux suppléments nutritionnels à usage parentéral qui se fabriquent aux USA et qui sont reconnus parmi les plus efficaces et de meilleure qualité.

L'impossibilité d'acquérir des lambeaux tissulaires pour expanseur dermique et donc l'obligation de les rechercher sur des marchés plus lointains et à un coût plus élevé compliquent et prolongent le traitement de garçons et de filles souffrant de brûlures profondes, car cela allonge la durée de l'opération et le séjour en hôpital.

Le service de stimulateurs cardiaques et d'électrophysiologie de l'Institut de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire ne dispose plus de l'appareil de mappage tridimensionnel non fluoroscopique, destiné à étudier les points d'arythmie du cœur humain, parce que la société étasunienne Saint-Jude a cessé de le lui vendre. Ce qui nous interdit de réaliser des interventions de cathétérisme et des traitements d'autre nature pour soigner des arythmies complexes, et nous contraint d'envoyer les patients dans des pays tiers.

Le 6 novembre au soir, le président Obama a raconté la guérison de la petite leucémique Erin Catherine Potter, âgée de huit ans, qui vit à Mentor, dans l'Ohio. Le 28 octobre 2009, j'ai expliqué dans cette même salle que les petits Cubains qui souffrent eux aussi de leucémie lymphoblastique et font un rejet des médicaments habituels, ne peuvent recevoir l'Elspsar, un médicament créé justement pour ces cas d'intolérance, parce que la société Merck and Co. n'a pas le droit de nous le vendre. Ces petits Cubains méritent eux aussi de la compassion et la guérison.

J'ai dénoncé le 26 octobre 2012, toujours dans cette même salle, que nos services ophtalmologiques ne peuvent utiliser la thermothérapie transpupillaire pour soigner le cancer de la rétine (rétinoblastome) et permettre aux enfants de conserver l'œil malade. Depuis, quinze enfants, dont Lianna Aguilera Feria, un an ; María Sánchez Rosales et Rochely Mendoza Rabelo, deux ans ; Erika Rodríguez Villavicencio, Fidel Valdés Márquez, Giovanna Álvarez Torrens et Magdiel Leyva Suárez, trois ans, l'ont perdu parce que l'administration étasunienne interdit à la société Iris Medical Instruments de nous vendre les équipements médicaux nécessaires.

Eu égard à ses objectifs déclarés et à ses effets directs, le blocus appliqué à Cuba constitue un acte de génocide, conformément aux paragraphes b) et c) de l'article 2 de la Convention de Genève pour la prévention et la répression

Suite à la page (19)

Suite de la page (17)



Les protestations en Espagne, au Portugal et en Italie ont été marquées par de vastes manifestations de colère



La semaine dernière, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en Grèce contre le cinquième plan d'austérité dicté par l'UE

Les grèves ont littéralement immobilisé le métro de Lisbonne et de nombreuses écoles ainsi que des bureaux étaient fermés toute la journée au public. Les déplacements en ferries et en trains dans le pays étaient fortement réduits.

En Italie, les syndicats ont limité l'action de grève à une série de grèves tournantes de quatre heures étalées sur la journée et qui ont néanmoins entraîné la fermeture d'écoles, de ports et de nombreuses usines.

Des manifestations comptant des dizaines de milliers d'étudiants et de travailleurs se sont déroulées à Rome, à Turin et à Milan où des employés des transports publics, des conducteurs de train et des employés des hôpitaux ont rejoint les étudiants dans la rue. Dans le centre-ville de Rome, des dizaines de jeunes manifestants qui ont tenté de briser un cordon policier ont été attaqués par la police au moyen de gaz lacrymogène et de véhicules blindés.

De violents affrontements entre les manifestants et la police ont également été signalés à Turin et à Milan. Les protestations des travailleurs en colère ont eu lieu en Italie un jour à peine après que deux ministres du gouvernement avaient dû être évacués par hélicoptère d'une réunion en Sardaigne tandis que des manifestants bloquaient les routes de l'île en incendiant des voitures.

Mardi également, un homme qui a menacé de se taillader les poignets pour protester contre l'impossibilité de sa fille à trouver un emploi a interrompu le discours prononcé à Naples par la ministre du Travail, Elsa Fornero. A Naples, des manifestants s'étaient déjà heurtés lundi à la police.

La Confédération européenne des syndicats (CES) avait appelé à faire grève et à protester pour essayer de faire retomber la pression et de contenir la colère grandissante parmi les travailleurs notamment dans les pays d'Europe méridionale qui ont été les plus fortement dévastés par la politique d'austérité dictée par les banques et l'Union européenne.

Alors que les protestations en Espagne, au Portugal et en Italie ont été marquées par de vastes manifestations de colère, il était évident que la bureaucratie syndicale européenne cherchait délibérément à démobiliser les travailleurs dans le reste de l'Europe. En Grèce, relativement peu de gens ont été impliqués dans les protestations. La principale centrale syndicale du pays a limité les actions à tout juste trois heures. Seuls quelque 3.000 personnes ont participé à un rassemblement sur la place Syntagma à Athènes.

La semaine dernière, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en Grèce contre le cinquième plan d'austérité dicté par l'UE. Le pays a été paralysé suite à une série de grèves. Depuis lors, les syndicats oeuvrent pour restreindre le mouvement de grève et démoraliser les travailleurs. Ils ont mis fin aux grèves menées par les balayeurs de rue et les agents des centrales électriques qui avaient débrayé contre les réductions des salaires, et ont limité à tout juste quelques heures les grèves dans les autres secteurs industriels.

Les travailleurs sont actuellement en train d'occuper les mairies d'un certain nombre de villes grecques afin d'empêcher que les responsables du gouvernement local ne fassent parvenir au gouvernement central à Athènes des listes de travailleurs du secteur public à licencier. Malgré cette défiance, le gouvernement a déjà commencé à licencier 2.000 fonctionnaires.

La manifestation qui a eu lieu à Athènes était dominée par des partisans de diverses organisations pseudo-gauches telles SYRIZA et Antarsya. Pour l'essentiel, les travailleurs ont refusé de participer à l'action symbolique de mercredi.

En France aussi, il n'y a eu que peu de soutien pour les 130 manifestations annoncées par la Confédération générale du Travail (CGT). Les rassemblements qui ont eu lieu étaient principalement composés de bureaucrates syndicaux et de leurs partisans parmi des groupes pseudo-gauches tels Lutte ouvrière (LO) et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Aucun des cinq principaux syndicats français – CGT, CDFT, FSU, Solidaires, Unsa – n'ont appelé à faire grève. Le rassemblement à Paris n'a attiré qu'une foule relativement petite de 5.000 travailleurs du public. Les travailleurs industriels sont restés en grande partie absents. Il n'y a pas eu de slogans anti-gouvernementaux ou de banderoles pour protester contre la fermeture de l'usine automobile PSA d'Aulnay qui coûtera 10.000 emplois à la région parisienne.

3.000 personnes seulement ont défilé à Nantes, ville de l'Ouest de la France, traditionnellement à gauche. A Rennes, seules 800 personnes ont protesté et à Marseille, la deuxième plus grande ville de France, seuls quelques milliers ont manifesté. Environ 1.800 personnes ont défilé à Lyon.

Le président français, François Hollande, a déclaré lors d'une conférence de presse mardi que les manifestations « ne vont pas mettre en cause notre politique, mais plutôt la soutenir. »

En Allemagne, les syndicats n'ont pas mobilisé leurs membres en solidarité avec les travailleurs européens. Le rassemblement de la Confédération des syndicats allemands (DGB) à Berlin a été marqué par l'absence de banderoles syndicales. Quasiment toutes les 200 personnes qui s'étaient rassemblées à la Porte de Brandebourg à Berlin étaient des membres du parti La Gauche (Die Linke), d'Attac ou d'autres groupes de « gauche » petits bourgeois. Après un discours superficiel prononcé par un membre du syndicat de la fonction publique Verdi qui a de façon démagogique appelé à en finir avec le capitalisme de casino, la foule s'est rapidement dispersée.

A Londres, les responsables de la Confédération syndicale britannique (TUC) ont réaffirmé leur défense du capitalisme en remettant une lettre à la Commission européenne pour se plaindre de ce que les mesures imposées par l'UE, le FMI et la BCE « entraînaient l'ensemble de l'Europe dans une stagnation économique… et étaient loin de rétablir la confiance dans les marchés financiers. »

Wsws 15 novembre 2012

Suite de la page (17) Pétitions d'indépendance...

flagrantes » des droits américains à travers le National Defense Authorization Act (série de lois votées par le gouvernement fédéral américain) ou encore la Transportation Security Administration. « Puisque l'État du Texas dispose d'un budget équilibré et est parvenu à devenir la 15ème économie mondiale, il est possible, pour le Texas, de se retirer de l'union et ainsi, de protéger le train de vie de ses citoyens, de sécuriser leurs droits et leurs libertés, conformément aux idées originales et aux croyances de nos Pères fondateurs qui ne sont plus respectés par le gouvernement fédéral », pouvait-on lire sur la pétition de l'État du Texas.

Cette seule pétition devait réunir 25 000 signatures, elle en a recueilli plus de 66 000. La Maison Blanche a d'ores et déjà promis une réponse, selon une information de la BBC. Au Texas, Mitt Romney a remporté 38 grands électeurs. Il a également réuni 57% des voix contre 41% pour Barack Obama.

Global Post / Adaptation
Sybille de Larocque –
JOL Press 14 novembre 2012

Suite de la page (3)

inconditionnel du président Michel Joseph Martelly à la tête du pays. Le président Martelly s'est rendu en Europe participer au Sommet Ibéro-Américain en Espagne où il a rencontré des responsables politiques et religieux. Il a même profité pour se payer le luxe de participer au match de football opposant le Real Madrid et l'Athlétique Bilbao au stade Santiago Bernabeu. Il en a profité aussi de l'occasion pour bien se régaler, déguster du bon vin, sabler le champagne avec les anciens colons, transformés aujourd'hui en impérialistes, en occupants qui dominent la politique nationale en tuant également le peuple haïtien pour avoir amené le vibrion du choléra en Haïti. Est-ce là l'ignorance de l'histoire de ce grand peuple ou la volonté manifeste des autorités à maintenir le pays sous la domination des grandes puissances impérialisme et l'occupation des forces étrangères ?

Plusieurs secteurs de la vie nationale ont sévèrement critiqué l'absence du président Martelly dans le pays, au moment où le peuple haïtien commémorait la victoire historique de l'armée indigène sur les troupes napoléoniennes, le 18 novembre 1803. Pour certains, c'est tout simplement l'ignorance de l'histoire de l'équipe au pouvoir et pour d'autres, c'est l'incapacité du président de satisfaire ses promesses faites à certains secteurs qui l'ont obligé à bouder la célébration de la bataille de Vertières qui mit fin au système esclavagiste, colonialiste et ségrégationniste de Saint-Domingue.

« Le président Martelly permeable à l'intelligence, ignore le sens de notre histoire. L'absence dans le pays du président Martelly et du Premier ministre Lamothe, en cette date mémorable, la bataille de Vertières, témoigne du mépris de l'Exécutif envers la lutte menée par nos ancêtres pour la libération des esclaves du joug colonialiste… », tempêtent les manifestants anti-Martelly. D'autres déclarent haut et fort qu'ils sont tous des étrangers, ils ne sont pas des Haïtiens, ils ne sont venus que pour faire un job pour leurs patrons. Opinion partagée par l'ex-ministre de la justice, Paul Denis qui se demande si l'attitude de messieurs Martelly et Lamothe ne vient pas corroborer le doute sur la nationalité du chef de l'Etat et du chef du gouvernement.

D'un autre côté, l'éditorialiste Marvel Dandin du Radio Télé-Kiskeya a titré son éditorial de la semaine ainsi : « Les deux chefs de l'Exécutif boudent le 209ème anniversaire de la bataille de Vertières : Sa k pa kontan anbake ! » Et, dans lequel, il a écrit : « Le mépris pour les héros de l'indépendance participe d'une dynamique plus fondamentale : celle de la liquidation du pays. En ce sens, que faire de Dessalines, Christophe, Pétion, sinon que les ranger au placard ? Ne serait-ce pas une exigence de la formule « Haïti is open for business » ?

«Force est de constater que les affronts infligés à nos illustres ancêtres ne datent cependant pas de Martelly. Les marassas Lavalas en qui on avait placé beaucoup de confiance, n'avaient pas fait mieux. Avant eux, les duvaliéristes qui se prétendaient nationalistes n'en affichaient que la posture. Au fond, ils étaient dans le folklore du nationalisme et ne vénéraient pas véritablement nos héros. Des thuriféraires de service, des soussous sans foi ni loi, des autorités occasionnelles (c'est-à-dire qui ne le seraient jamais si les choses n'avaient atteint ce niveau de dégradation), osent justifier l'absence au pays des 2 chefs de l'Exécutif un 18 novembre. A les croire, les enfants prodigues de l'Exécutif devraient bientôt nous revenir les mains pleines. Comme cela, les radoteurs, dont nous faisons certainement partie, réaliseront que leur déplacement était salutaire. Même la présence du chef de l'Exécutif au stade Bernabeu du Real Madrid, si elle est confirmée, devrait nous rapporter des « bonbons zizi ».

«Pourtant, les chefs de l'Exécutif viennent juste de décréter l'Etat d'urgence en raison des méfaits des dernières tempêtes tropicales. Cela ne les empêche pas de voltiger ici et là. Ils étaient également absents pendant le long week-end de la Toussaint. Sa k pa kontan, anbake ! »

Par contre, ce 18 novembre à Port-au-Prince, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à une manifestation lancée ce jour-là par l'organisation populaire dénommée Force Patriotique pour le Respect de la Constitution (FOPARK). L'objectif de cette grande mobilisation est de commémorer Vertières d'une part et d'exiger d'autre part le départ de monsieur Martelly à tête du pays. Après plusieurs manifestations d'avertissement, le peuple haïtien a décidé de mettre fin de façon anticipée au mandat du président Martelly pour son incompétence et son incapacité à diriger le pays et de conduire les destinées de la nation.

Partis devant l'Eglise de Saint-Jean Bosco, les manifestants opposés farouchement au régime Tètkale-kaleTèt de Martelly-Lamothe ont parcouru plusieurs quartiers populaires de la capitale, tels : La Saline, Saint-Martin, Bel-Air, Solino, Nazon en passant par Carrefour Feuilles avant de se disperser au Champ-de-Mars dans les parages du palais national. Tout au long de ce parcours, les manifestants tenaient des affiches portant les photos de Clifford Brandt et de Olivier Martelly, au bas desquelles s'inscrivait : « Clifford Brandt + Olivier Martelly, kidnappeurs = bandit légal ; Mariano Fernandez, persona Non grata, Minustah = Choléra ». Ils ont également lancé toute une série de propos hostiles envers monsieur Martelly, sa famille et son équipe : « Abas Martelly ! Martelly a échoué. Il faut organiser de nouvelles élections générales pour remplacer l'équipe Tètkale au pouvoir depuis 18 mois qui ne fait rien, autre que corruption, dilapidation des fonds de l'Etat, trafic de la drogue, kidnapping, violation des droits humains,… »

Pour exprimer leur hostilité farouche au régime Tètkale de couleur rose, les protestataires ont arraché les bracelets roses aux bras de quelques individus, déchiré les posters de Martelly plaqués aux pylônes électriques et mis feu aux pneus au niveau de différentes intersections des rues de la capitale.

Les manifestants fulminaient des critiques à l'endroit de la Communauté Internationale, particulièrement les Etats-Unis, la France, le Canada, la Minustah représentée en Haïti par Mariano Fernandez qui supporte ouvertement un régime anti-démocratique rejeté par la plus grande majorité. Ils demandent formellement aux représentants de la dite Communauté internationale, notamment Pamela Ann White, des Etats-Unis, Didier Le Bret de la France, Mariano Fernandez de la Minustah de cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures du peuple haïtien.

Après ce long parcours de plus de 5 km, la manifestation s'est terminée sans aucun incident majeur sous la haute sécurité de la Police Nationale d'Haïti. Suite à cette manifestation du 18 novembre 2012, outre la mobilisation des étudiants, de la population jacmélienne pour exiger justice pour leurs frères assassinés par des bandits, un mot d'ordre de grève générale est prévu pour le lundi 26 novembre 2012 par les syndicats du secteur de transport en commun, pour protester contre la hausse du coût de la vie et les taxes imposées par les autorités étatiques. La mobilisation doit se poursuivre jusqu'à la chute du régime au pouvoir.

Suite de la page (6)

Etidyan fanm kou gason pa kwè nan tonton nwèl, pou nou menm yon gouvènman ki pa vle bay wendy PHEL jistis, malgre tout popilasyon Tomond lan te temwen lè akolit majistra a te simen bal sou jenn jounalis sa a.

Kantite eskandal ak eskonbrit tankou vyòl, koripsyon, kidnapin, dwòg, sasinay pouwa a deja melanje ladan l, fè noumenm manm SEK GRAMSCI pa gen pyès konfyans nan jistis kap bay sou gouvènman sa a.

Se poutet sa a :

Pandan n ap voye senpati ak kouraj bay zanmi, fanmi ak kanmarad jenn etidyan Fakilte dwa, Damael Dhaiti ki nan menm tan tap fini etid agwonomi li nan inivèsite Episkopal Ayiti, polisye bandi Pierre Paul MACEUS te sasinen anndan inivèsite Leta a.

Nap denonse ak tout fòs nou tou zak represyon lapolis ak MINISTA ap fè sou tout mouvman etidyan k ap pwoteste kont zak asasinay sa a paske yo pa kwè nan jistis machann peyi dirijan yo sa.

N ap pwofite denonse minis jistis la, Jean Renel Sanon, ansyen komisè Gouvenman an Jean Renel Senatus te deja denonse pou patisipasyon li nan pwostitisyon timoun fanm kou timoun gason ki bay lapolis lòd piblik nan radyo vizyon 2000 jou ki te mekredi 14 novanm nan pou kontinye asasinen etidyan kap mande jistis pou kanmarad yo lapolis te asasinen anndan inivèsite a.

Nap denonse arestasyon kèk kamarad nou lapolis arete ki se : Jonas Pierre-Fils, Kervins Cadet. Nap mande liberasyon tout moun lapolis arete yo nan kad pwotestasyon pou jisjis pou etidyan an..

Pandan n ap mande popilasyon an pou louvri je l gade wout katchou boumbe pouvwa konwonpi epi kriminèl Mateli-Lamòt la ap mennen peyi a, nap mande etidyan fanm kou gason, popilasyon nan katkwen peyi a kap mouri nan malsite, kolera, chomaj, ensekirite, grangou ak dezespwa, pou yo tanmen chita pale pou mobilizasyon ak leve kanpe pou kapote mòd sosyete pezesouse miwo miba sa a tanmen san pèdi tan.

ABA ENPINITE! VIV JISITIS SOSYAL!

Moun ki siyen yo se : Wilsot Louis; Margareth Gillus; Wisler Charles

Suite de la page (18)

du crime de génocide (1948). Il constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains de tout un peuple.

Nous nous opposons catégoriquement aux mesures de coercition unilatérales et aux sanctions économiques qui ne portent préjudice qu'aux êtres humains. Comme l'a affirmé le leader historique de notre Révolution à cette même tribune, « nous voulons un monde sans hégémonisme, sans armes nucléaires, sans interventionnisme, sans racisme, sans haine nationale ni religieuse, sans outrage à la souveraineté d'aucun pays, respectueux de l'indépendance et de l'autodétermination des peuples, sans modèles universel qui ne font aucun cas des traditions et de la culture de tous les composants de l'humanité, sans blocus cruel qui tue des hommes, des femmes et des enfants, des enfants et des viellards, telles des bombes atomiques silencieuses ».

Monsieur le Président,

Comme le certifie le rapport du Secrétaire général, les dommages économiques accumulés durant ces plus de cinquante ans, jusqu'en 2011, totalisaient 1,66 billion de dollars, calculés d'une manière rigoureuse et au plus bas à partir de la dépréciation du dollar par rapport à l'or.

N'importe quelle personne sensée peut imaginer le niveau de vie et de développement que nous aurions pu atteindre si nous avions disposé de ces ressources.

Le blocus est l'une des causes principales des problèmes économiques que connaissent notre pays et l'obstacle essentiel à son développement économique et social.

Il viole le droit international, il est contraire aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et il bafoue le droit à la paix, au développement et à la sécurité d'un État souverain. Il est une agression et une menace permanentes à la stabilité d'un pays. Il est aussi une violation éhontée des normes du commerce international, de la liberté de navigation et des droits souverains des États de par son caractère extraterritorial.

Politique unilatérale, le blocus doit être levé unilatéralement.

Monsieur le Président,

Le peuple étasunien, envers lequel Cuba maintient des sentiments d'amitié et de respect, vient de réélire le président Barack Obama qui a répété des dizaines de fois durant sa campagne qu'il restait « le président du changement » et qu' « il irait de l'avant ».

Il a maintenant l'occasion d'engager une nouvelle politique envers Cuba, différente de celle que ses prédécesseurs ont suivie pendant plus d'un demi-siècle.

Il aura sûrement du mal et il se heurtera à des gros obstacles, mais il conserve toutefois les facultés constitutionnelles qui lui permettraient, s'il prêtait l'oreille à l'opinion publique, de déclencher la dynamique nécessaire et de prendre des décisions exécutives sans avoir à passer par le Congrès. Ce serait là, assurément, un legs historique.

Il commettrait une lourde erreur de calcul et il rendrait tout encore plus difficile à l'avenir s'il misait sur une nouvelle génération de dirigeants cubains ou sur l'effondrement impossible de notre économie. Ce choix l'inscrirait alors dans l'histoire comme le onzième président à répéter la même faute.

Je réitère ici, au nom du président Raul Castro Ruz, la ferme volonté du gouvernement cubain d'avancer vers la normalisation des relations avec les États-Unis par un dialogue respectueux, sans conditions préalables, sur des bases de réciprocité et d'égalité souveraine, sans amenuisement de notre indépendance et de notre souveraineté.

Je propose ici de nouveau à l'administration étasunienne un ordre du jour pour un dialogue bilatéral, visant à la normalisation des relations et dont les points clefs seraient les suivants : levée du blocus économique, commercial et financier ; retrait de Cuba de la liste arbitraire et illégitime des pays terroristes ; abrogation de la Loi d'ajustement cubain et de la politique dite « pieds secs pieds mouillés » ; compensation pour les dommages économiques et humains ; restitution du territoire occupé par la base navale de Guantánamo ; cessation des agressions radiophoniques et télévisées ; cessation du financement de la subversion interne.

Une composante clef de cet ordre du jour est la libération des cinq militants antiterroristes cubains, cruellement et injustement emprisonnés ou retenus aux États-Unis. Un acte de justice, ou, pour le moins, une solution humanitaire susciterait la gratitude de mon peuple et la réponse de mon gouvernement.

J'offre aussi, à nouveau, au gouvernement étasunien de négocier des accords de coopération dans des domaines présentant le plus grand intérêt mutuel, tels que le combat contre le trafic de drogues, contre le terrorisme et contre la traite d'êtres humains, la régularisation complète des relations migratoires, la prévention et l'atténuation des catastrophes naturelles et la protection de l'environnement et des mers communes. Je propose aussi de reprendre les conversations suspendues unilatéralement par l'autre partie sur des thèmes migratoires et sur le rétablissement du courrier postal.

Excellences,

Messieurs les délégués,

Quoi qu'il en soit, notre peuple défendra ses conquêtes à tout prix, persistera dans ses idéaux, se relèvera des catastrophes naturelles, comme celle qui vient de frapper voilà quelques jours Santiago de Cuba et les provinces de l'Est et du centre de notre pays, et continuera résolument d'actualiser et de développer son socialisme « avec tous et pour le bien de tous ».

C'est donc au nom de ce peuple héroïque, de ses femmes, de ses personnes âgées, que je demande aux gouvernements attachés aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, comme les normes du système de commerce multilatéral, le libre-commerce et la liberté de navigation, et refusant l'application extraterritoriale de lois nationales, de voter un fois de plus le projet de résolution figurant au document A/67/L.2 : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ».

Je vous remercie!

Classified
Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

LAND FOR SALE

NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

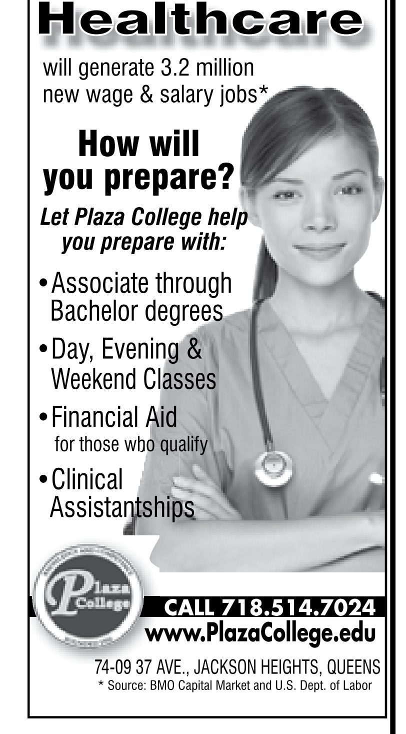
LEGAL NOTICE

STATE OF NEW YORK - COUNTY OF ROCKLAND - IN THE FAMILY COURT DOCKET No.: V-1751-12 FILE No.: 29319 NOTICE OF CUSTODY PROCEEDING TO RESPONDENT ONSEI ALEXIS. You have been notified that Custody proceedings have been initiated pursuant to New York State Family Court Act Article 6, under the above referenced case number by PETITIONER MARISE ANTOINE. YOU ARE FURTHER NOTIFIED AS FOLLOWS: 1) That a final custody hearing is scheduled for December 6, 2012 at 11.a.m. at the Rockland County Family Court at 1 South Main Street, New City, New York 10956; 2) That prior to December 6, 2012 you shall respond in writing or by telephone by contacting the Court at (845) 483-8210; 3) That the Court must be informed of your current address; 4) That the attorney for the Petitioner is ROUZARD and ROUZARD, LLP 873 Route 45, Suite 205 B, New City, New York 10956 Telephone # (845) 634-0023. 5) That your failure to contact the court and/or the attorney for the Petitioner will result in MARISE ANTOINE obtaining sole legal and physical Custody by Default of the minor child CRIST OSMERALDA ALEXIS.



MISCELLANEOUS

EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice. Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com



WANTED

BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc - Near NYC 1-800-959-3419